L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°68 - Vendredi 31 août 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2
La crise jour par jour

3
Pierre Mauroy

4
Cohésion au Parlement

5
L'action de la France

6
Un conflit inédit

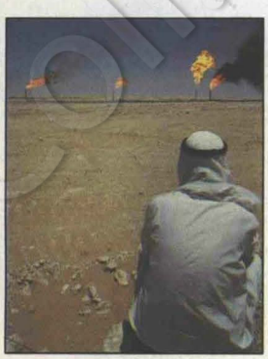
8
France et monde arabe

9
Une nation en vingt-deux pays

11
Une nouvelle donne stratégique

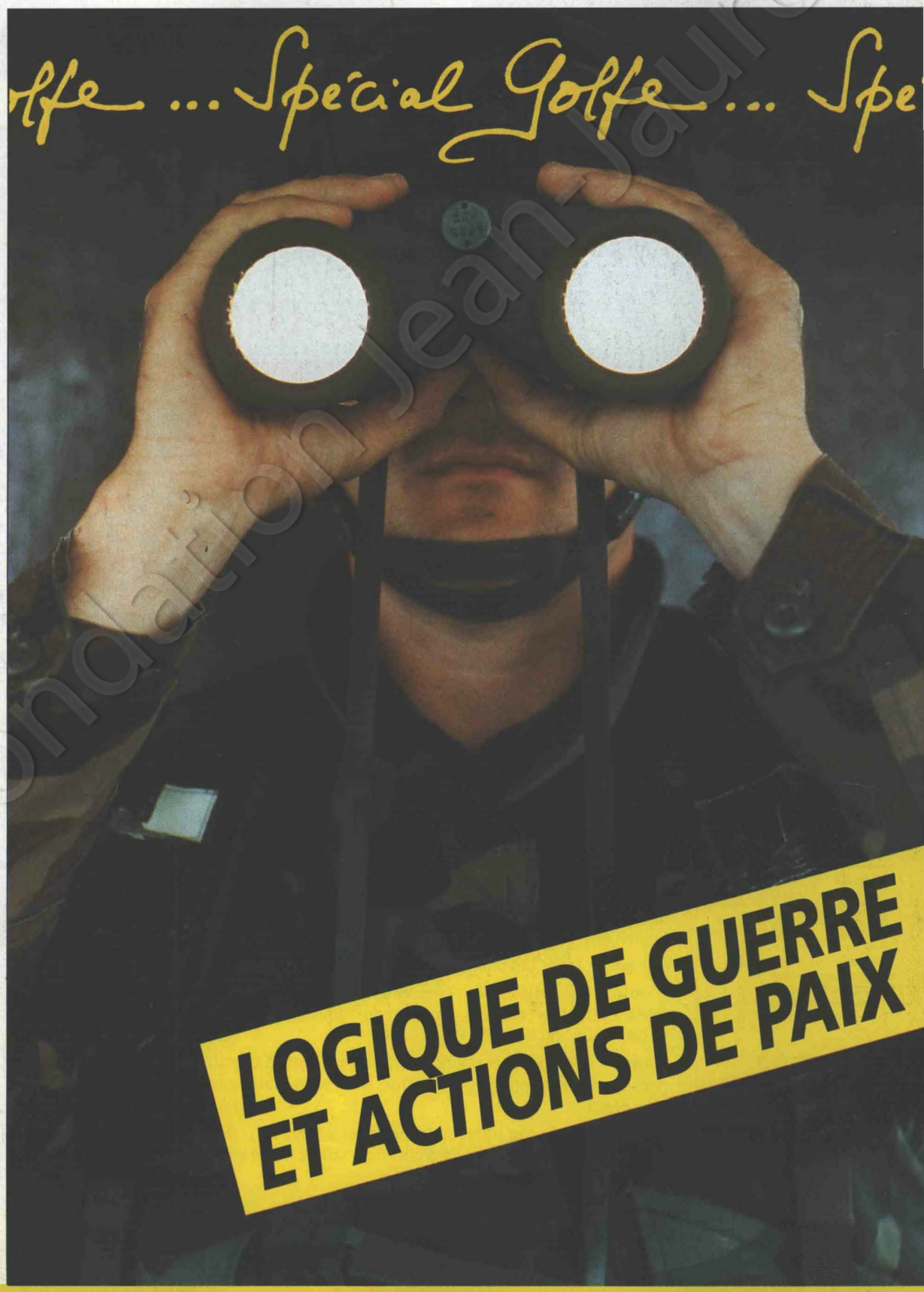
12
La crise de A à Z

14



Pétrole : onde de choc

15
Courrier



Fondation Jean Jaurès



Logique de guerre et actions de paix

Partis en vacances alors que le monde continuait à se tourner vers l'Est et ses secousses, les Français rentrent alors que les armes font entendre leur terrible fracas dans le golfe Persique. Et ils se posent deux questions essentielles : "Comment en est-on arrivé là ? Comment en sortirons-nous et dans quel état ?" Ecourtant ses bains de soleil, "Vendredi" tente cette semaine d'apporter à ses lecteurs une grille de lecture et de réflexion des événements récents comme de l'histoire qui se fait.
Commençons par le rappel des faits.

La chronologie

28 mai 1990 - Au sommet arabe de Bagdad, Saddam Hussein déclare que des guerres peuvent être provoquées par "des raisons économiques".

17 juillet - Saddam Hussein accuse "quelques" dirigeants arabes du Golfe d'appliquer une politique pro-américaine visant à faire baisser les prix du brut.

18 juillet - L'Irak accuse le Koweït de voler depuis dix ans du pétrole irakien dans le gisement de Roumaïla (à 30 km au nord de la frontière). Bagdad réclame 2,4 milliards de dollars au Koweït accusé "d'agression militaire contre l'Irak".

19 juillet - L'émir du Koweït rejette les accusations irakiennes. Cheikh Jaber al-Ahmed al-Sabah envoie des émissaires auprès des chefs d'Etats arabes et s'en remet à la Ligue arabe.

23 juillet - A Alexandrie, rencontre du roi Hussein de Jordanie et du président égyptien Hosni Moubarak. L'Egypte tente une mission de bons offices.

24 juillet - L'Irak déploie des troupes sur la frontière koweïtienne.
Le président Moubarak se rend à Bagdad puis à Koweït.

26 juillet - A Genève, réunion des pays de l'OPEP qui décident de porter le prix du baril de 18 à 21 dollars et le plafond de production de 22 millions de barils/jour à 22,5 millions.

30 juillet - Le roi Hussein de Jordanie se rend en médiation à Bagdad et à Koweït.

31 juillet - A Djeddah, ouverture des entretiens irako-koweïtiens.

1er août - Echec des pourparlers de Djeddah.

2 août - Les troupes irakiennes entrent au Koweït. Bagdad déclare être intervenu à la demande du "gouvernement libre et provisoire" du Koweït.

3 août - Appel soviéto-américain (sans précédent) à une suspension des livraisons d'armes à l'Irak. Moscou et Washington se concertent.

4 août - "Embargo immédiat" pétrolier et militaire de la CEE contre l'Irak. La Ligue arabe condamne sévèrement l'invasion irakienne.

6 août - Résolution 661 du Conseil de sécurité de l'ONU : boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak.

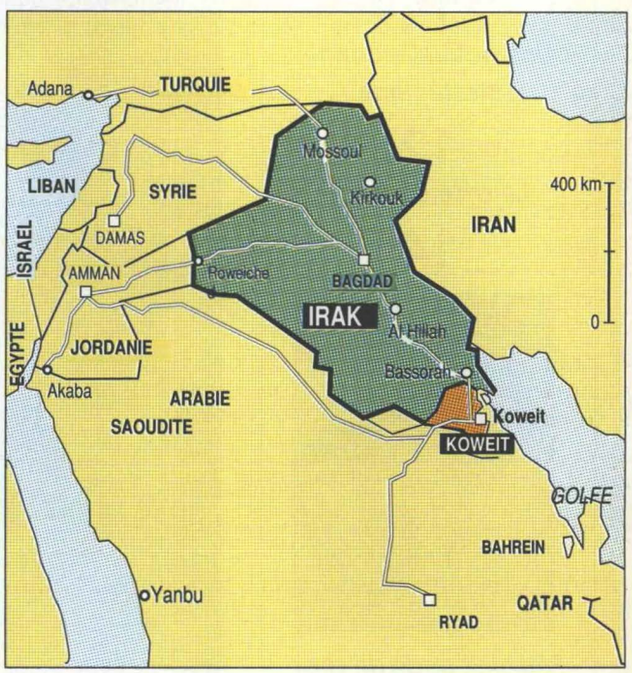
7 août - Les deux oléoducs acheminant le pétrole irakien sont fermés respectivement par la Turquie et l'Arabie Saoudite.

8 août - L'Irak annonce l'annexion du Koweït. Les Etats-Unis déploient des unités d'élite en Arabie Saoudite et des bâtiments de guerre dans le Golfe.

9 août - La France renforce sa présence militaire dans le Golfe (envoi du "Clemenceau").
L'Irak ferme ses frontières aux étrangers.

10 août - Saddam Hussein appelle à la "délivrance des lieux saints" en Arabie Saoudite.

Les pays du Moyen-Orient



AFP *infographie - francis Nallier*

"Vendredi" n°68

Ce n°68 de "Vendredi" que vous avez entre les mains était prévu pour paraître le 7 septembre.
Il est bien évident -compte tenu de la situation internationale- qu'il fallait avancer cette date et vous proposer dès auujourd'hui ce numéro "spécial Golfe".

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 45.51.47.03

Directeur de la publication : Bernard Roman

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Adjoint : Taoufik Khatib
Maquette : Flavienne Allard

Service Photo : Pascal Lebrun

Administration :
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Pyramid Conseil - Paris
Tél. 43.48.07.82

Conception graphique : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Cole / Sipa-Press (p.1) ; Pata-Witt / Sipa Press (p.4) ; P. Le Segretain / Sygma (p.5) ; Fotogramstone (p.6) ; Cheryl Hatch / Spa Press (p.9) ; AFP / Gérard Fouet (p.12) ; Sipa Press (p.14) ; autres Pt.

Ce numéro a été tiré à 278.000 exemplaires

11 août - Le sommet arabe du Caire décide à une faible majorité l'envoi de forces en Arabie Saoudite.

12 août - Saddam Hussein préconise "une solution globale" pour tous "les problèmes d'occupation" du Proche-Orient. Rejet "catégorique" des Etats-Unis et d'Israël.

13 août - L'embargo économique se resserre autour de l'Irak. Manifestations pro-irakiennes dans plusieurs pays arabes.

14 août - Washington propose de placer l'intervention navale sous l'égide de l'ONU.

15 août - Victoire posthume de Khomeiny : Saddam Hussein offre la paix à l'Irak en acceptant l'accord frontalier d'Alger de 1975 et propose l'échange de tous les prisonniers de guerre.

18 août - Saddam Hussein regroupe dans des zones stratégiques les "ressortissants des nations agressives".
Le Conseil de sécurité exige que le départ des étrangers d'Irak soit rendu possible.
Londres autorise la Royal Navy à utiliser la force pour faire respecter l'embargo.

19 août - Washington repousse la proposition de Bagdad d'échanger le retrait des forces américaines contre la libération des milliers d'Occidentaux retenus en Irak et au Koweït.
Les Etats-Unis étendent leur dispositif militaire aux Emirats arabes unis.

20 août - Ultimatum irakien pour la fermeture des ambassades étrangères à Koweït au plus tard le 24 août à minuit.
Bagdad annonce que "les invités étrangers ont été hébergés dans toutes les installations vitales et militaires."

21 août - Les neuf de l'UEO décident de coordonner leur action.
Les douze de la CEE rejettent l'ultimatum irakien.
La présence française dans le Golfe est renforcée. Bagdad se déclare prêt au dialogue. Washington et Paris rejettent la proposition.
Depuis le début de la crise, les marchés boursiers internationaux ont baissé en moyenne de 20%.

22 août - Le président Bush fait appel à des réservistes.
Le baril de pétrole franchit le seuil des 30 dollars (contre 18 dollars le 23 juillet).
Le premier ministre israélien Itzhak Shamir met en garde l'Irak contre les conséquences "terribles" d'une attaque dirigée contre Israël.

23 août - Saddam Hussein s'entretient à la télévision avec un groupe d'otages britanniques.
L'Irak commence à ressentir les effets de l'embargo alimentaire.

24 août - La plupart des pays représentés à Koweit refusent de fermer leur ambassade et rejettent ainsi l'ultimatum lancé par l'Irak.
A New York, le baril de pétrole frôle les 32 dollars et le dollar descend à 5,17 F.

25 août - La résolution 665 du Conseil de sécurité (13 voix pour et 2 abstentions : Cuba et Yémen) autorise le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak.

26 août - Moscou déclare que, tout en ayant voté la résolution 665, l'URSS n'aurait pas, elle-même, recours à la force.

27 août - M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations Unies, s'entremet pour favoriser une solution pacifique.

28 août - Le porte-avions français "Clemenceau" quitte Djibouti et se dirige vers l'entrée du Golfe.

Le droit respecté

Il faut dissiper tout risque de confusion sur la nature du conflit que connaît le golfe Persique depuis le 2 août dernier.

Ce conflit n'oppose pas l'Irak aux Etats-Unis, les pays occidentaux aux pays arabes, le Nord au Sud.

Il n'a pas non plus pour objet de défendre des régimes politiques dont nous connaissons les insuffisances graves au regard des droits de l'homme et de la démocratie.

Non, notre détermination s'explique par la nécessité de respecter le droit international dans ses principes les plus intangibles : la garantie des frontières et du droit des gens.

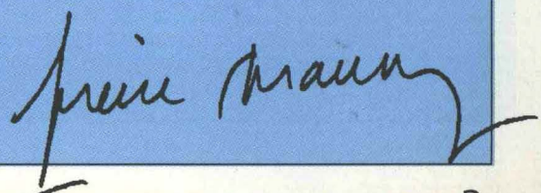
Car notre monde a beaucoup changé. A l'équilibre par la guerre froide pourrait succéder l'équilibre par la responsabilité. En effet, l'érosion du conflit Est-Ouest, la conversion de l'Union Soviétique explicitée en 1988 par Mikhaïl Gorbatchev lui-même à la tribune des Nations Unies, ont fait entrer l'ONU dans une ère nouvelle.

Ainsi, le vieux rêve, que les socialistes soutiennent depuis le début du XXe siècle, de règles de sécurité collective édictées et respectées par la communauté internationale, peut enfin prendre corps.

Voilà pourquoi il faut saluer l'ONU et espérer que son autorité et celle de son secrétaire général permettent de conduire à la paix.

La position de la France, faite de fermeté, de solidarité mais aussi d'une disponibilité liée à son histoire de nation méditerranéenne lui permet de garder une place dans ses actions de paix.

C'est au président de la République, à la maîtrise qui a été la sienne, que l'on doit cette situation ainsi que le large accord manifesté par les Français et leurs représentants au Parlement.



Collection Fondation Jaurès

La cohésion en temps de crise

Définie par le président de la République, la politique française de fermeté et de négociation diplomatique est globalement soutenue par l'opposition, même si la droite exprime des nuances et refuse de parler de consensus.

La session extraordinaire du Parlement qui s'est déroulée lundi, a permis de dégager dans l'ensemble un consensus de la classe politique sur les orientations de fond de l'action menée par la France depuis l'invasion du Koweït par l'Irak (voir l'article de Claude Estier). "Après une phase d'hésitations critiquables, le gouvernement suit une voie que nous pouvons approuver", affirme Pierre Méhaignerie. Edouard Balladur se félicite qu'en matière d'embargo, la position de la France ait été "clarifiée", avant d'ajouter : "Dans les difficultés graves que connaît notre pays, notre propos n'est pas de compliquer son action, mais, au contraire, de favoriser, dans la mesure où cela dépend de nous, la cohésion nationale." André Lajoinie met l'accent sur une solution diplomatique, hypothèse à laquelle la France ne renonce pas, et apprécie que "la nécessité de poursuivre la négociation dans le cadre arabe et de l'ONU ait été réaffirmée." Des propos donc plutôt apaisants. Seule l'UDF, par la voix de Charles Millon, se fait plus critique, voire ridiculement polémique en comparant la situation actuelle à l'intervention à Kolwezi, et en demandant au Premier ministre de mettre à la disposition des familles des otages des moyens d'information... qui existent déjà. En dénonçant le "mutisme" de Michel Rocard depuis le début du conflit, Charles Millon perd une occasion de se taire. En effet, qu'a dit et qu'a fait Giscard dans toute cette affaire, jusqu'à présent ? Toutefois, Charles Millon consent à une "réserve responsable".

D'une manière générale, tous les partis politiques peuvent se retrouver sur l'appréciation déterminée du Premier ministre : "Aucun d'entre nous n'est belliciste, et nous savons tous qu'il n'y a pas de guerre fraîche et joyeuse. Aucun d'entre nous n'envisage sans appréhension l'hypothèse même d'un recours à la force armée. Aucun d'entre nous ne l'a voulu ni ne la veut. Et nul non plus ne se dérobera face à la situation créée par d'autres, s'il n'y a décidément aucun moyen de faire autrement dans le respect de nos principes."

Bref, une position de "fermeté, solidarité, disponibilité", selon la formule de Pierre Mauroy, qui se résoudra sans faiblesse à un conflit armé lorsque toutes les voies diplomatiques auront été exploitées.

Même si ce débat ne fut sanctionné par aucun vote, il aura été utile dans la mesure où il aura permis à chacune des familles politiques de s'exprimer et au gouvernement de vérifier qu'il peut compter sur la "cohésion nationale". Il était difficile d'en attendre plus et il n'est pas étonnant que l'opposition ait exprimé des nuances importantes. Lorsque Pierre Méhaignerie constate la "nécessité d'accroître notre rapport de forces et de se préparer militairement", les communistes jugent "inacceptable" une éventuelle augmentation des crédits militaires et s'insurgent contre les "boutefeux et va-t-en-guerre".

Question de principe, la droite s'ingénie à ne pas sembler s'aligner sur le gouvernement, quitte à tomber dans l'argutie. François Bayrou (UDF) juge "frileux" le discours de Rocard. François d'Aubert (UDF) regrette qu'il n'y ait pas un vote à l'issue du débat parlementaire. Michel d'Ornano estime "qu'il n'y a pas de consensus." Jacques Chirac confirme cet avis, mais pense que "dans l'épreuve, on élimine la polémique." Dans ces petites querelles politiciennes, l'opposition arrive même à s'empêtrer dans ses divisions. Lorsque Michel Rocard propose à des délégués des différents groupes parlementaires de participer à des réunions d'information tous les deux jours à Matignon sur l'évolution de la situation, Michel Noir est prêt à s'y rendre alors que François Bayrou "n'en voit pas l'intérêt". Tout cela ne devrait pas empêcher le gouvernement de maintenir le cap de sa politique.

Jean-Pierre Bedeï

Vous avez dit débat ?

Y a-t-il un ou des clivages chez les socialistes en ce qui concerne la politique française dans la crise du Golfe ? Toujours prompts à lancer un débat (vrai ou faux) en leur sein dès que surgit un problème, ils ne pouvaient pas manquer de faire émerger une discussion au gouvernement et au PS, à l'issue de l'invasion du Koweït par l'Irak. Et pourtant, pas de véritable débat de fond lors des réunions du bureau exécutif de la semaine dernière. Personne ne refuse la solution diplomatique, personne non plus n'envisage un conflit si les choses tournent mal. Suspectés de pencher largement pour une solution diplomatique, Jean-Pierre Chevènement et Lionel Jospin ont réaffirmé leur solidarité avec la politique du président de la République qui comporte deux volets : fermeté militaire et règlement négocié du conflit.

Tout en soutenant cette dualité, les responsables du PS et les parlementaires privilégient l'un ou l'autre des deux termes de l'orientation gouvernementale, en fonction de leur propre sensibilité. "On ne peut pas dire "tout sauf la guerre", puisqu'une des issues possibles au conflit peut être la guerre, affirme Michel Sapin. Pour l'instant, nous nous trouvons dans un rapport de forces, mais la situation peut évoluer, et il faut donc être prêt à toute éventualité." "Il faut faire preuve de solidarité et de fermeté, mais il faut raison garder, constate Michel Charzat. La France a une politique arabe qui n'est pas celle des Américains." Ce à quoi répond Gérard Bapt : "Il faut soutenir nos alliés. S'il n'y avait pas les Américains, qui jouerait leur rôle actuel dans le Golfe ? En outre, pour négocier, il ne faut pas affaiblir notre dissuasion, sinon, nous ne serions plus crédibles." Pierre Mauroy souligne la confiance des socialistes dans une sécurité collective et dans le rôle de l'ONU, la mission de son secrétaire général ayant d'ailleurs reçu le soutien des parlementaires socialistes. Quant à Jean Le Garrec, il tient à relativiser ce débat : "Il s'agit de variations sur un thème connu. Mais il n'y a pas de divergence de fond." Et il ajoute : "Si antagonismes il y a, ils apparaîtront lorsque nous ferons l'analyse des conséquences de la crise du Golfe sur la politique économique que devra mener le gouvernement." Encore un débat en perspective !

J.-P.B.

Y'a bon, le gallon !

Dans un remarquable appel adressé à ses amis arabes (Le Monde du 22.8.90) Théo Klein remarque que le pétrole est une "richesse de la nature" et que "toute l'infrastructure a été financée à l'origine par des capitaux de l'Occident..."

Certes ! Mais, depuis, les grandes compagnies se sont bien rattrappées en maintenant, unilatéralement et pendant des décennies, le baril à 3 $. Et on n'a pas encore vu un de leurs administrateurs inscrit au RMI.

Pendant ce temps, les émirs n'avaient pour obligation - les pôvres - que de régner et... de palper.

J.R.

Message du président de

Mesdames, Messieurs,

Face à l'évolution de la situation au Moyen-Orient, j'ai souhaité qu'une session extraordinaire du Parlement permît à la représentation nationale d'entendre le gouvernement et de débattre de la politique de la France.

Vous comprendrez que ma première pensée, en m'adressant à vous, aille vers ces milliers d'otages et, naturellement, vers nos compatriotes indignement retenus par l'Irak. Ces femmes, ces hommes, ces enfants qui peuvent être utilisés comme remparts d'installations militaires, ne quittent pas notre esprit et ont droit à notre affection. Rien n'a été, ne sera négligé pour leur venir en aide. J'affirme, dans cette épreuve, la cohésion profonde de la France en réponse au chantage.

La crise actuelle, vous le savez, est née de l'agression de l'Irak contre le Koweït, pays indépendant et souverain, et de l'annexion de fait qui s'en est suivie. La France a pris dès la première heure une part active aux initiatives, délibérations et résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies condamnant cette intolérable violation du droit. Elle a saisi la Communauté européenne et convoqué l'Union de l'Europe occidentale pour que soit arrêtée, entre les pays membres, une attitude commune. Par la voix de délégués particulièrement qualifiés, elle a exposé les raisons de son engagement aux dirigeants de vingt-quatre Etats directement touchés par le conflit et par ses conséquences. Elle a aussi, et surtout, décidé l'envoi de forces armées afin de



▲ *27 août, le Premier ministre à l'Assemblée*

contribuer, sous commandement français, à l'embargo, aujourd'hui assorti des moyens nécessaires, et de le faire respecter.

La nation, par ma voix, salue nos soldats comme elle salue celles et ceux qui continuent d'assurer, en dépit du danger, notre représentation diplomatique.

Tout en demeurant favorable à tout dialogue utile dès lors que celui-ci sert la paix, sans rien céder sur les principes, c'est-à-dire sur le droit, la France proclame sa vigilance de chaque instant et sa ferme résolution de voir imposer la juste loi que les Nations Unies ont pour mission de définir.

Certes, la communauté internationale n'a pas toujours appliqué ses propres règles, notamment dans cette région du monde, ce que nous déplorons.

Le nouvel équilibre qui résulte de la fin de la confrontation Est-Ouest s'accomoderait mal de la persistance de tels manquements.

Mesdames, Messieurs,

Je sais qu'au-delà des divergences naturelles qui vous opposent légitimement et que garantit notre démocratie, le Parlement de la République saura, avec nous, mobiliser le pays autour du message simple qui guide l'action de la France, si bien exprimé, depuis 1946, par le préambule de la Constitution : "La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple."

Vive la République !
Vive la France !

la République au Parlement



Special Golfe ... Special

Quatre semaines d'action



Moscou, 26 août. Edouard Chevardnadzé et Roland Dumas.

Dès les heures qui ont suivi le coup de force irakien, la France l'a dénoncé de la façon la plus catégorique et a immédiatement travaillé à organiser une réaction coordonnée de la communauté internationale au sein de la Communauté des douze d'abord, et d'une façon particulièrement active au sein de l'Organisation des Nations Unies. Hommage doit être rendu, et il l'a été dans les interventions de plusieurs parlementaires, à l'action inlassable menée sur ces différents plans par le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas.

La France n'a cessé à aucun moment d'être solidaire de l'action entreprise, au premier chef par les Etats-Unis, pour organiser une riposte militaire au coup de force irakien. Mais elle a voulu et agi de telle sorte que cette riposte ne soit pas seulement celle des Américains, mais bien celle des Nations Unies, et c'est dans ce cadre qu'elle a dépêché ses propres forces militaires aéro-navales, qui sont désormais, sur place, les secondes en importance, après celles des Etats-Unis.

C'est en grande partie grâce aux initiatives françaises que les Nations Unies se sont mobilisées, que le Conseil de sécurité a pu adopter depuis le 2 août cinq résolutions d'une extrême importance. Le président de la République a résumé cette action à l'issue du conseil restreint du 21 août en disant que la démarche française "consiste non pas à précéder les décisions du Conseil de sécurité, mais à les suivre au plus près." C'était la seule façon, a encore souligné le président de la République, de rassembler dans une action commune toutes les nations qui condamnent les agissements de l'Irak, mais qui n'ont pas forcément les mêmes motivations que les Etats-Unis d'Amérique. Assurer la solidarité internationale a donc été et demeure la préoccupation maîtresse de la France dans cette crise, qu'il s'agisse de l'application de l'embargo et des contraintes qui s'imposent pour que cet embargo ait un sens ou qu'il s'agisse de la situation des citoyens français retenus en otages en Irak ou au Koweït, dans des conditions inadmissibles, et à propos desquels il a été fait justice des rumeurs de source américaine selon lesquelles le gouvernement français aurait songé à engager des négociations séparées.

Priorité à la solidarité donc, mais priorité aussi à la diplomatie. Car, si le déroulement des événements a fait que l'on est entré dans ce que le président de la République a appelé une "logique de guerre", nous n'avons jamais abandonné l'espoir que la diplomatie finisse par prévaloir. Non pas une diplomatie de capitulation, et Roland Dumas a eu raison d'affirmer dans une récente interview que "le Koweït ne sera pas les Sudètes, car nous avons refusé le rendez-vous de Munich." Cette fois, la communauté internationale a réagi avec fermeté, rapidité et unanimité. Et c'est bien cette réaction qui a peut-être évité -on ne peut encore en être assuré à l'heure où ces lignes sont écrites- un affrontement sanglant qui, il y a deux semaines, paraissait difficilement évitable.

Cette réaction a, en effet, montré à Saddam Hussein qu'il s'était trompé en pensant que l'annexion du Koweït serait pour lui une simple formalité. Il a commis une très grave erreur d'appréciation sur l'état actuel des relations internationales. Dans son délire mégalomaniaque, il pensait ne défier que les Etats-Unis d'Amérique, dénoncés une fois de plus comme les gendarmes du monde et contre lesquels il lui paraissait facile de mobiliser l'opinion publique de l'ensemble des pays arabes, au nom d'une guerre sainte dont il s'est voulu soudain le prophète. Jusqu'à présent du moins, il n'y a pas réussi, même si cette crise fait apparaître la profonde division du monde arabe, que seule unit, en définitive, l'hostilité à Israël.

Mais Saddam Hussein a mal mesuré l'évolution des rapports entre les deux super puissances, que l'on doit, pour une large part, à l'action de Mikhaïl Gorbatchev. Le conflit actuel, s'il s'était produit il y a cinq ou six ans, aurait vu s'affronter, sinon sur le terrain, du moins dans les instances internationales, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, comme cela s'est produit si souvent dans le passé. Et, de cet affrontement, qui aurait entraîné la division du monde en deux camps et la paralysie des Nations Unies, Saddam Hussein aurait évidemment tiré parti.

Désormais, tout est changé. Dès le premier jour, Washington et Moscou ont dénoncé ensemble l'agression contre le Koweït, et l'Union Soviétique n'a cessé, aux Nations Unies, de coopérer étroitement avec l'ensemble des Occidentaux, ce qui a permis, pour la première fois depuis que l'ONU existe, l'adoption sans opposition d'une série de résolutions d'action du Conseil de sécurité jusqu'à celle votée samedi dernier. Saddam Hussein peut toujours affirmer qu'il tient ces résolutions pour nulles et non avenues, il n'en reste pas moins qu'il est aujourd'hui totalement isolé, qu'il ne peut pas se contenter de faire jouer la fibre anti-américaine existant dans plusieurs pays arabes, qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre l'Irak et le "démon américain", encore moins d'un conflit Nord-Sud, mais d'une situation complètement nouvelle où la solidarité internationale place l'Irak au ban des nations. Le fait même que Saddam Hussein ait invité le secrétaire général des Nations Unies à une rencontre peut être le signe que le président irakien ne se sent plus tout à fait assuré dans son aventure.

Certes, il peut s'agir d'une nouvelle manœuvre pour gagner du temps, le dictateur irakien ayant tout intérêt à l'enlisement. Tout en faisant confiance à l'habileté diplomatique de Perez de Cuellar, le gouvernement français entend être vigilant et agir sans faiblesse pour que Saddam Hussein ne puisse en aucun cas tirer bénéfice de la situation qu'il a créée par son coup de force au Koweït.

Quoi qu'on puisse dire sur le régime de ce dernier pays, dont les socialistes ne se sentent pas proches, il s'agit d'un Etat indépendant que l'Irak n'a aucun droit d'annexer. L'évacuation du Koweït et la libération de tous les étrangers retenus par les Irakiens constituent donc un double préalable à toute solution du conflit actuel. Il ne peut y avoir aucun compromis à ce sujet.

Les socialistes ne veulent pas la guerre. Ils souhaitent, même si l'espoir est mince, que tout soit fait pour parvenir à une solution politique de la crise. Mais pas au prix d'une reculade qui permettrait à Saddam Hussein de sauver la face et de revenir demain à la charge en disposant peut-être de l'arme nucléaire. La voie est étroite, mais la sagesse et la fermeté dont a fait preuve depuis le début le président de la République justifient qu'on lui fasse confiance pour tenir le rôle décisif de la France au service de la paix et du droit.

Claude Estier
président du groupe socialiste au Sénat

Coll. Fondation Jean Jaurès

Pierre Guidoni

Spécial Golfe ... Spécial Golfe ... Spécial Golfe ...

Un conflit d'un genre nouveau

La fin de la guerre froide signifie-t-elle l'apparition de conflits régionaux ? L'invasion du Koweït a semblé surprendre tout le monde. Ce coup de force était-il si imprévisible ? Quelle leçon en tirer ? Réponses du secrétaire national du PS aux Relations internationales.

Ce qui est inattendu n'est pas toujours imprévisible. Il existe un vieux contentieux historique entre les deux pays. L'Irak n'a jamais vraiment reconnu l'existence ni les frontières du Koweït. Mais il y a des causes plus immédiates. L'Irak est sorti de sa longue guerre avec l'Iran économiquement exsangue, et très lourdement endetté. Sa seule ressource, c'est le pétrole, et c'est sur le prix du pétrole que s'est déclenché le conflit. Rappelons les faits : en janvier 1990, le baril de pétrole est autour de 15 dollars. Au printemps, après des négociations acharnées au sein de l'OPEP, sur proposition saoudienne, le prix se stabilise à 18 dollars. En juin, quand se réunit -à Bagdad- le sommet arabe, Saddam Hussein menace clairement ceux qui ne respecteraient pas leurs engagements. En juillet, le Koweït vend massivement, et le prix du pétrole tombe en dessous de 13 dollars. Le 2 août, Saddam Hussein attaque. Les racines de la crise sont profondes.

Il y a aussi, de la part des dirigeants irakiens, une volonté d'expansionnisme territorial et, probablement, le sentiment que l'Irak était en situation d'assumer le leadership diplomatique, politique et militaire du monde arabe, au cours des prochaines années.

La France n'a-t-elle pas fermé les yeux trop longtemps sur les méthodes de Saddam Hussein (on pense par exemple à l'emploi des armes chimiques contre la minorité kurde) pour découvrir aujourd'hui seulement sa véritable nature ?

Il faut distinguer deux choses : premièrement, l'aide que nous avons apportée à l'Irak pendant sa guerre contre l'Iran. Je pense, comme Pierre Mauroy, comme Claude Cheysson, que nous n'avions pas le choix. Il n'était pas difficile de prévoir les conséquences d'une victoire de Khomeiny, et tous les Arabes, à commencer par les Saoudiens et les Koweïtis, nous demandaient d'agir. Certains, aux Etats-Unis ou au Proche-Orient étaient et demeurent convaincus que c'est l'Iran qu'il fallait aider. Cette crise leur donne l'occasion d'exprimer à nouveau leur thèse. Ils se trompent. La France n'a à avoir ni regrets ni remords. Je rappelle, en outre, que c'est la France qui a convoqué et organisé la conférence sur l'interdiction des armes chimiques, après avoir dénoncé leur utilisation par l'Irak.

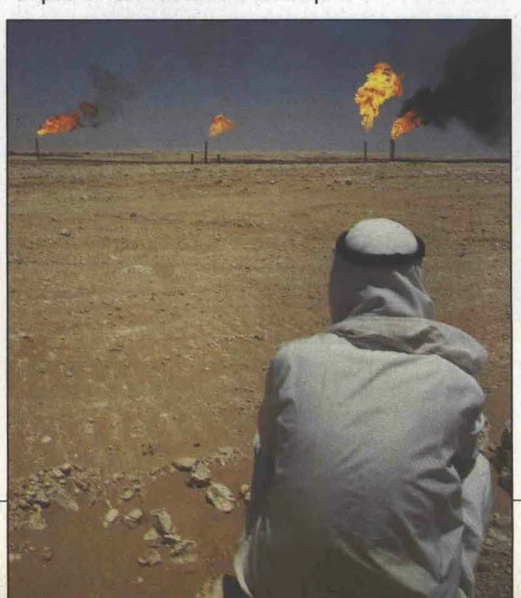
Deuxièmement, les rapports avec l'Irak et ses dirigeants, en temps de paix. Comme vient de le rappeler l'ancien directeur de la CIA, il est puéril de diaboliser l'adversaire. Le régime irakien est une dictature, parfois féroce, ni plus ni moins que ces "fleurons" de l'Occident que sont, dans cette crise, la Syrie voisine, ou le Pakistan plus lointain, retombé juste à temps -comme c'est curieux...- au pouvoir de ses militaires. Depuis quand l'Arabie Saoudite est-elle un modèle en matière de droits de l'homme ? La France a eu avec tous ces pays, et bien d'autres, les relations que commandaient ses intérêts. Mais la question aujourd'hui, ce n'est pas la nature du régime irakien, qui n'a pas changé depuis le 2 août. Ni la puissance "excessive" -qui en est juge ?- de l'Irak. C'est uniquement l'invasion et l'annexion du Koweït. C'est contre cela que la communauté internationale s'est mobilisée.

Comment expliquer que cette mobilisation ait été aussi rapide, aussi intense, et que l'on en soit à envisager une guerre ?

Les Etats-Unis se sont en effet mobilisés très rapidement, moins d'ailleurs pour libérer le Koweït que pour protéger l'Arabie Saoudite. Depuis le début de la crise, deux scénarios coexistent. Le premier repose sur les résolutions des Nations Unies. La communauté internationale applique une gamme de sanctions qui doivent faire plier l'Irak et assurer le retour au droit. Le second est celui d'une intervention militaire des Etats-Unis, pouvant aller très vite jusqu'à la guerre, intervention à laquelle les alliés de Washington sont invités à se joindre dans une force dite "multinationale", au nom de la "solidarité occidentale". L'action du président de la République et du gouvernement se développe conformément au premier scénario. La presse et les médias, en majorité, ne connaissent que le second. Mais il est évident que des socialistes ne doivent jamais désespérer de la paix, ne doivent jamais se résigner à la "logique de guerre" qu'a dénoncée François Mitterrand. Comme l'a dit Jean-Pierre Chevènement, une guerre dans le Golfe serait "à la fois ultra-technologique et effroyablement archaïque".

Face à la riposte américaine, Saddam Hussein montre du doigt la Cisjordanie et Gaza, les présences syrienne et israélienne au Liban, et évoque l'intervention américaine au Panama. Que vaut cet argument ?

Il n'y a pas d'exemple, depuis 1945, de l'annexion, après une agression militaire, d'un pays membre de l'ONU par un autre pays membre. C'est le point essentiel. Mais il est vrai qu'en ce qui concerne l'application des résolutions des Nations Unies, les responsables, et les opinions publiques arabes, ont souvent le sentiment qu'il y a "deux poids, deux mesures". Il est clair que les immenses moyens mis en œuvre pour faire respecter le droit dans le Golfe, ne l'ont pas été pour empêcher la Syrie de faire main basse sur le Liban ou pour régler la question de la Palestine. On ne peut pas empêcher les Arabes de le remarquer.



Nous sommes dans une phase de recomposition de l'ordre mondial. Bien que certains conflits régionaux se soient apaisés au cours des derniers mois, peut-on penser que la dissolution des zones d'influences respectives des deux grands rend plus difficile le règlement de tels conflits ?

Il faut être naïf pour croire que la paix mondiale peut résulter de la complicité des Américains et des Russes. Aucun conflit n'est vraiment résorbé. On continue à mourir en Afghanistan, au Cambodge, en Angola, en Ethiopie, etc... Mais ces morts n'intéressent plus personne dans la mesure où il ne sont plus des pions dans le conflit Est-Ouest, des agents de l'impérialisme ou des héros de la lutte antitotalitaire. La vérité est, qu'aujourd'hui, il n'y a qu'une super puissance, les Etats-Unis. Ou bien nous serons capables de construire dans les années qui viennent, à travers l'Organisation des Nations Unies, un système efficace de gestion des crises et de maintien de la paix imposant le respect du droit -c'est le vieux rêve des socialistes, peut-être réalisable aujourd'hui, et pour lequel la crise du Golfe a valeur de test- ou bien cette super puissance devra assumer seule son rôle de gendarme du monde. Et dans ce cas, quel rôle resterait-il pour des pays comme la France ?

Pourquoi l'étincelle a-t-elle jailli à cet endroit précis du monde ?

Il y a d'autres zones fragiles : l'Inde et le Pakistan, avec la question du Cachemire, la Corne de l'Afrique... Mais le Proche-Orient est la région la plus sensible. Un nœud de relations économiques et politiques où le monde entier est impliqué : carrefour géographique, grandes routes maritimes, pétrole, lieux saints de trois grandes religions, Israël ...

Saddam Hussein a fait un cadeau à l'Iran en acceptant un tracé des frontières qui était pourtant la cause de la guerre entre les deux pays. Ce geste signifie-t-il que l'Irak est décidé à rester au Koweït ?

Saddam Hussein avait besoin de dégarnir son front nord et avait moins besoin du fleuve (Chatt al-Arab, entre l'Iran et l'Irak, et permettant un accès au golfe Persique) à partir du moment où il annexait le Koweït. Mais, en agissant ainsi, il a aussi commis l'irréparable et s'est fermé toute possibilité de recul. Quoi qu'il arrive, la question de l'accès de l'Irak à la mer est posée, et devra trouver une réponse.

Les intérêts français et américains dans ce conflit sont-ils identiques ?

Il s'agit d'effacer toute trace de l'agression et de restaurer la souveraineté du Koweït. Bref, de faire respecter le droit. La France et les Etats-Unis sont pleinement d'accord sur cet objectif, comme d'ailleurs les trois autres membres permanents du Conseil de sécurité. En outre, chacun sait que, sur les conflits essentiels du Proche-Orient au cours de ces dernières années -solution de la question palestinienne, avenir du Liban, rôle du fondamentalisme islamique, etc.- les positions, les analyses, la politique de la France et des Etats-Unis sont rarement identiques. La France a, avec le Proche-Orient et le monde arabe, des relations séculaires, un précieux capital de sympathies. Je suis certain que cela la met en position de jouer un rôle irremplaçable pour le respect du droit, le maintien de la paix, le dialogue qui devra nécessairement, un jour, succéder au fracas des armes.

Propos recueillis par Maryline Trassard



TGV ATLANTIQUE
LA GRANDE ÉVASION

Après avoir battu son propre record du monde de vitesse à plus de 515 km/h, le TGV Atlantique accomplit un nouveau record : vous inviter tous les jours sur ses croisières entre Paris, l'Ouest et le Sud-Ouest de la France.

Découvrez à bord du TGV Atlantique tout le confort de ses nouveaux espaces :
En 1ère classe, le Salon ou le Club 4 pour les voyages d'affaires ou privés.
En 2ème classe, le Carré ou le Kiosque pour les familles ou les groupes.

SNCF
C'EST POSSIBLE!

TGV ATLANTIQUE, LA CROISIÈRE A 300 KM/H.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Alain Chenal

La France et le monde arabe

La géographie et l'histoire l'ont voulu : la France a toujours été extrêmement attentive à tout ce qui touche au Moyen-Orient. Un spécialiste du monde arabe, explique les motivations de notre politique et retrace les lignes de force et les fractures qui ont cours dans le monde arabe. Une carte politique en pleine évolution qui sera différente aux lendemains de la crise du Golfe.

Vendredi. On parle souvent de politique arabe de la France. On sous-entend qu'elle est spécifique et continue. Mais comment la définir ?

Alain Chenal. La France a toujours eu une relation étroite avec la plupart des pays du monde arabe. D'abord pour des raisons historiques. Ensuite pour des raisons économiques : le monde arabe est à la fois un fournisseur et un client de la France. Mais, plus largement, pour des raisons de solidarité internationale : nous sommes voisins, la Méditerranée est un tout petit ruisseau qui nous sépare à peine. Ce qui se passe à Alger, à Tunis, au Caire ou à Beyrouth a des résonnances en France, d'autant que des communautés arabes vivent en France, que de nombreux arabes sont devenus citoyens français. La culture européenne occidentale doit une part de son développement à un apport arabe. Tout cela nous amène à maintenir un engagement actif dans le monde arabe. Les grandes lignes de la politique arabe de la France sont d'ailleurs restées en bonne partie les mêmes depuis le général de Gaulle jusqu'à François Mitterrand. Pendant toute une période, l'accent fut mis sur l'espèce d'Eldorado que constituait pour les industriels français le Proche-Orient pétrolier. On recherchait les grands contrats, on a vendu énormément d'armements, mais la période des grands contrats est terminée. Aujourd'hui, le nouvel Eldorado, c'est l'Europe centrale et orientale, un nouveau monde aussi sous-développéque le tiers monde, comme on le découvre aujourd'hui, mais qui a "l'avantage" aux yeux de beaucoup d'appartenir à la même civilisation que nous. Il ne faudrait pas que nous oublions pour autant nos relations économiques avec le monde arabe qui devraient s'orienter vers une coopération et un commerce plus réguliers. Le déclin économique des pays du Maghreb et du Proche-Orient entraînerait des conséquences sociales et politiques dramatiques pour pour ces peuples, mais aussi pour la France et pour l'Europe. Ce serait de l'aveuglement de négliger des zones qui pourraient devenir explosives.

Dans quelle mesure notre position à l'égard du monde arabe diffère-t-elle de celle des Américains ?

Cette conception d'une solidarité géographique, historique, culturelle de la France, tête de file en l'Europe -il y a une véritable coopération entre les pays du sud de l'Europe en matière de politique méditerranéenne avec les pays arabes- n'est pas celle des Américains. Nous avons certes des intérêts en commun dans le domaine du pétrole et de la stabilité. Mais ce ne sont pas les Américains qui devront vivre demain dans le voisinage arabe. Nous devons déjà penser à la nouvelle carte politique de l'Orient qui va sortir de cette crise, carte difficile à dessiner mais qui sera très différente de la carte actuelle. Et si nous laissions trop d'incompréhension entre les peuples arabes et l'Europe, nous serions les premiers à en subir les conséquences. Le Proche-Orient connaît un ensemble de problèmes qui ne peuvent rester durablement sans solution. Cela nous impose de réfléchir dès à présent aux moyens de tarir les sources des nombreux conflits qui l'agitent. Dans la crise du Golfe, les Américains ont voulu démontrer qu'ils étaient la seule puissance capable d'organiser le monde. La France a eu comme souci d'entraîner le plus large consensus, par le biais de l'Europe et surtout des Nations Unies, un consensus autour du droit.



La France n'a-t-elle pas entretenu des liens trop privilégiés avec l'Irak de Saddam Hussein ?

Les rapports étroits entre la France et l'Irak datent de 1975. L'Irak était tombé à la fin de la Première Guerre mondiale dans l'orbite britannique. Ce pays avait fait, le 14 juillet 1958, une révolution déjà très sanglante. Il s'était doté de régimes successifs inspirés par diverses idéologies liées au nationalisme arabe et qui avaient rencontré l'appui des Soviétiques. Une certaine ouverture s'est fait jour dans les années 70 et la France en a profité pour pénétrer, à travers l'Irak, au Moyen-Orient. C'était d'abord l'occasion d'être présent dans une zone qui était la chasse gardée des Anglais et des Américains. Dans cette zone dominée par les Anglo-Saxons, ce pays, qui était dans l'orbite soviétique, cherchait un partenaire occidental. Il se trouve que ce pays était ambitieux, prometteur sur le plan économique, et avait à sa tête un gouvernement jacobin, centralisateur, autoritaire, qui semblait capable de bâtir un pays moderne. On lui a donc fourni les moyens militaires et scientifiques qui auraient pu le conduire à devenir une puissance nucléaire redoutable. La politique pro-irakienne s'est poursuivie avec la gauche. D'abord par respect de la parole donnée, ensuite parce que l'Irak a su faire partager l'idée qu'il était le premier rempart contre le déferlement du fondamentalisme iranien. Toutefois, l'Irak n'était pas un parangon de vertu républicaine et jacobine, mais une terrible dictature qui massacrait et déportait ses propres citoyens, kurdes, chiites ou communistes. Le soutien aurait gagné à être plus nuancé, plus conditionnel, et à ne pas se faire sans bénéfice d'inventaire. Il faut quand même reconnaître que, parallèlement à ce soutien diplomatique et militaire, les plus hautes autorités de l'Etat français ont toujours été sensibles à l'aspect humanitaire. François Mitterrand, malgré les très nombreuses pressions et invitations, ne s'est jamais rendu en Irak et n'a jamais reçu Saddam Hussein. Quand le cessez-le-feu est intervenu en 1988 entre l'Irak et l'Iran, la France a commencé à prendre ses distances à l'égard de l'Irak à la fois pour des motifs économiques, financiers et humanitaires. L'initiative d'une conférence internationale sur les armes chimiques par le chef de l'Etat est intervenue en réaction contre le bombardement des Kurdes irakiens.

Cette lucidité a été favorisée par les dérapages mégalomaniaques d'Hussein... On sentait effectivement qu'ayant le sentiment d'avoir gagné la guerre, ce qui est fort discutable puisque son but était de renverser un régime iranien qu'il n'a fait que conforter, Saddam Hussein a voulu régler des comptes. D'abord envers les Kurdes, ses propres citoyens, qu'il considérait comme des traîtres parce qu'il n'avaient pas soutenu l'effort de guerre mais profité de cette période pour desserrer le carcan du pouvoir centralisateur. Ensuite avec la Syrie qui s'était révélée plutôt un allié mesuré de l'Iran que celui d'un pays arabe frère. L'Irak a soutenu au Liban tous les adversaires de Damas, notamment le général Aoun qu'il a abondamment pourvu d'argent et d'armes. Et enfin volonté de faire disparaître toutes les dettes de guerre qui avaient été contractées vis-à-vis des riches monarchies pétrolières du Golfe, et d'en tirer le maximum d'argent.

Que pensez-vous de l'argument selon lequel le conflit du Golfe serait le premier conflit Nord-Sud ?

Il faut d'abord noter que ce n'est pas le Nord qui fait front contre l'Irak mais une partie beaucoup plus vaste de la communauté internationale. La plupart des Etats du monde se mobilisent autour de l'idée qu'il n'est pas possible d'annexer un Etat souverain et reconnu quels que soient la faiblesse de ses mérites, les gaspillages ou l'absence de démocratie qui peuvent le caractériser. Certes, Saddam Hussein s'attaque à des monarchies riches et corrompues, exploitant des centaines de milliers de travailleurs émigrés arabes ou asiatiques. Mais il ne peut prétendre être le porte-parole des pauvres : l'Irak est un pays riche, relativement peu peuplé qui, lui aussi, fait appel aux forces de travail des plus pauvres, des prolétariats des pays voisins. L'Irak doit ses difficultés économiques à l'endettement considérable dû à une guerre qu'il a lui-même déclenchée. Les masses de son propre pays sont opprimées par un régime impitoyable.

L'important est de comprendre qu'on ne pourra pas revenir au statu quo, et que le monde arabe qui sortira de cette crise doit, avec notre appui et celui de la communauté internationale, pouvoir régler non seulement l'avenir des riverains du Golfe, mais aussi le problème palestinien, celui du Liban, bâtir un système harmonieux de gestion et de répartition des ressources, comme l'eau et le pétrole, et s'attacher à une vraie démocratisation, sans laquelle il n'y a pas de développement. C'est, comme la restructuration de l'Europe centrale, une priorité absolue pour l'Europe.

Propos recueillis par B. C.

Une nation en vingt-deux pays

Les médias, principalement la télévision, ont donné majoritairement l'image d'une opinion arabe monolithique. La réalité est plus complexe, même si le discours clos sur la nation arabe fait encore écho.



▲ *Réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de la Ligue arabe. Bagdad, le 28 mai 1990.*

Saddam Hussein, nouveau Saladin du monde oriental, rassemblerait peuples et intellectuels, tandis que se calfeutreraient sous la protection de l'armada américaine des gouvernants fragiles. Pour percevoir un monde unitaire ou bipolaire, là où se précisent divisions et fractures dans les superstructures étatiques les plus laborieusement constituées, il faut une singulière myopie. Pour ne prendre qu'un exemple, les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie et Lybie, ont tous adopté un point de vue différent sur la résolution du sommet du Caire créant une force interarabe et acceptant la venue des troupes étrangères dans les Etats du Golfe, en réaction à l'invasion irakienne au Koweït.

Pourtant, l'imaginaire de l'Occident ne se nourrit pas seulement de fantasmes. L'engrenage libanais nous rappelle que l'extinction des conflits dans cette région ne dépend pas que des superpuissances. La volonté de l'URSS n'a pas fait plier l'Irak, alors que le turbulent Cuba a quitté le Mozambique, que le "monde arabe et musulman semble fasciné par la contemplation d'une pensée circulaire qui le maintient dans l'immobilisme, un immobilisme parsemé de violences", comme le dit justement Alain Chenal. La manière dont le "laïque" Saddam Hussein a joué alternativement des deux ressorts de cette pensée, le mythe de la nation arabe et l'islamisme, qu'il ne faut pas confondre avec l'islam, montrent à la fois leur communauté de fonction et leur correspondance.

La nation arabe

La culture, la langue et la civilisation arabes sont des réalités tangibles et millénaires. Le concept de nation arabe est, lui, relativement récent. Bien que ses premiers fondateurs et théoriciens aient été souvent des Arabes chrétiens, il s'appuie sur les fondements culturels de l'islam. Les Arabes sont fiers de leur rôle originel dans la diffusion et la propagation de l'islam : le prophète Muhammad (Mahomet) était arabe, l'arabe est la langue du Coran. Le concept de communauté (Umma) est un concept fort, identitaire, qu'on a pu traduire du religieux au national. Cette démarche n'est pas spécifique : les cadres du mouvement sioniste, pour laïques et même mécréants qu'ils fussent souvent, se sont installés en Palestine, territoire biblique, et non en Ouganda, comme l'envisagea un moment Théodore Herzl, ni au Birobidjan, comme l'avait voulu Staline. Les premières manifestations d'un nationalisme arabe se manifestent à la fin du XIXe siècle, alors que l'empire ottoman tombe sous la coupe de l'impérialisme occidental. Sont mis en avant la langue, la culture et l'histoire plutôt qu'un territoire qui a été morcelé par les puissances de l'époque. Le mythe de la nation arabe restera positif tant qu'il se confondra avec la lutte pour l'indépendance. Le nasserisme en marquera à la fois l'apogée et le chant du cygne par le charisme de son chef, identifié à la lutte contre l'impérialisme, auprès des masses arabes. La tentative de République arabe unie, groupant Syrie, Egypte et Yémen, dura trois ans.

L'appel à la constitution de la nation arabe tend de plus en plus à devenir incantatoire et négatif. Il sert de prétexte à des tentatives d'hégémonie de leaders autoproclamés comme Saddam Hussein ou Khadafi, la nation arabe ayant l'avantage géographique sur l'islam d'être une périphérie sans centre. La vision que donnera l'idéologie arabiste de son ennemi l'impérialisme qui, comme le note Maxime Rodinson, "facteur bien réel, est mythifié, conçu comme un centre unique, une sorte de personnalité monstrueuse, malfaisante, poussant ses tentacules partout, tramant continuellement des complots machiavéliques contre la liberté et le bonheur des peuples, notamment contre la réalisation de l'unité arabe", resservira pratiquement tel quel au fondamentalisme islamique, après l'échec des diverses moutures de nationalisme arabe, du FLN algérien au Baas syrien et irakien,.

A chacun ses immigrés

Près de deux millions d'étrangers vivent actuellement au Koweït et en Irak. Manne pétrolière, argent coulant à flots d'une part, manque de cadres et de techniciens d'autre part, le plus peuplé des émirats compte aujourd'hui plus d'étrangers -60% de la population- que d'autochtones. En Irak, les immigrés représentent 1,2 million sur les 18 millions d'habitants. Majoritaires et de loin, dans les deux pays, les Egyptiens comptent 150.000 ressortissants au Koweït et un million en Irak. Ouvriers qualifiés, enseignants, médecins, techniciens et cadres dans l'émirat, ils constituent une main d'œuvre surexploitée au pays de Saddam Hussein. Les fellahs, massivement appelés par l'Irak au début de la guerre contre l'Iran pour remplacer aux champs ses citoyens mobilisés -beaucoup ont même combattu à l'époque l'ennemi iranien, mille d'entre eux étant encore prisonniers en Iran- se sont retrouvés après le conflit marginalisés, sous-payés et empêchés de rapatrier leur argent dans leur pays. Un contentieux qui explique en partie le soutien du peuple égyptien à la position de son président.

Autres populations numériquement importantes : les Indiens, les Pakistanais, les Philippins, les Sri-Lankais et les Bengalis. Misérables, entassés dans des taudis, ils forment une masse de main d'œuvre corvéable à merci pour les grands chantiers de travaux publics et la domesticité des particuliers.

Enfin, 350.000 Palestiniens vivent au Koweït. C'est là qu'en 1959 s'est constituée l'OLP. Aujourd'hui, les Palestiniens composent une élite intellectuelle de médecins, hommes d'affaires, ingénieurs, journalistes. Ils restent pourtant des apatrides. Minoritaires dans leur pays, les Koweïtiens ne délivrent en effet qu'au compte-gouttes leur précieux passeport.

Quant aux Occidentaux, ils sont environ 11.000 dont 4.000 Britanniques, 3.000 Américains et 525 Français. Il s'agit pour la plupart de techniciens et de cadres de grandes entreprises, essentiellement dans les secteurs pétroliers, du bâtiment et de l'armement dont Thomson, Spie-Batignolles, la Compagnie générale d'électricité, Alcatel...

P.J.

Etre attentif aux expressions démocratiques

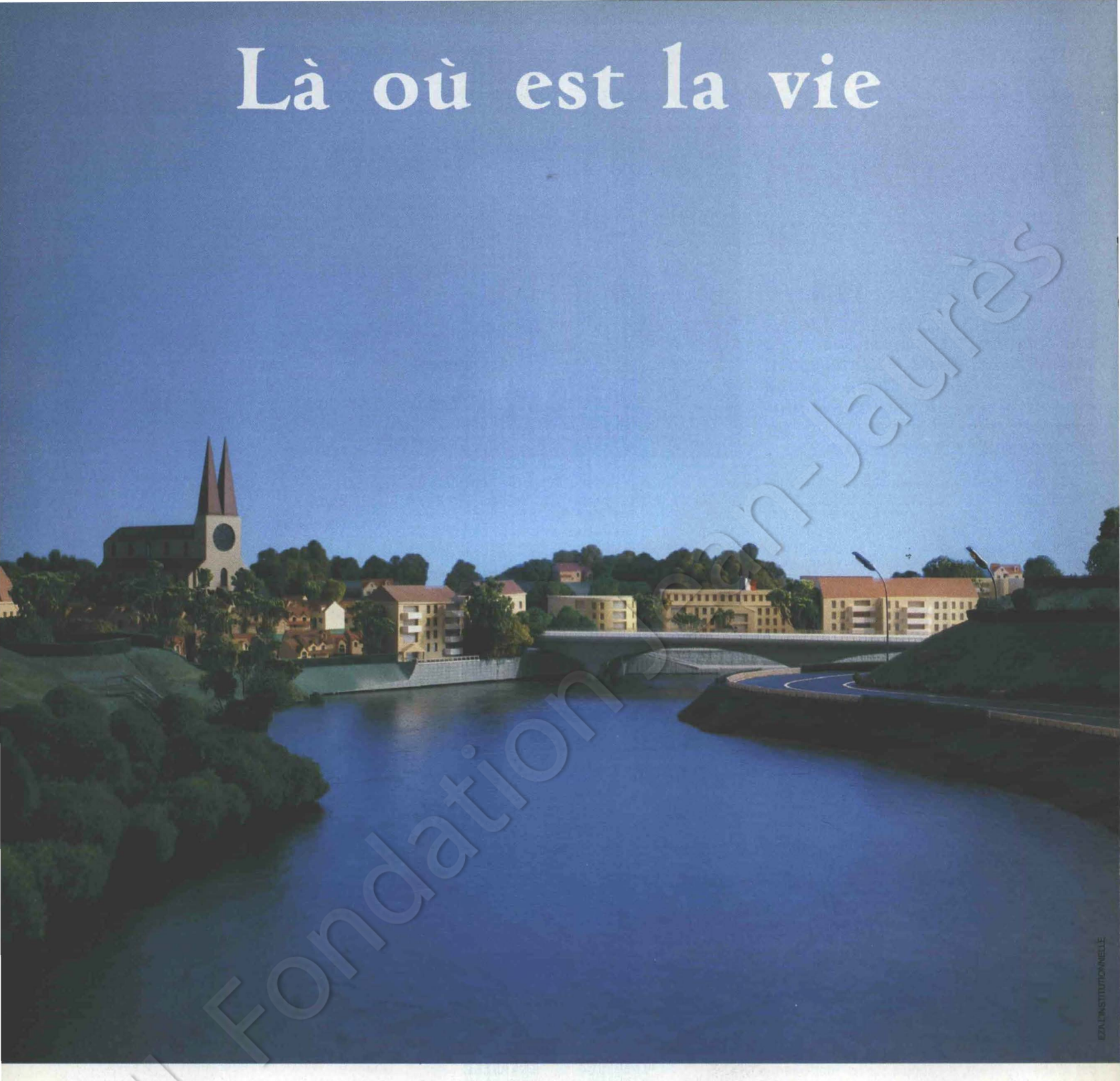
L'erreur serait de considérer que ces discours clos enferment l'ensemble du monde arabe, et singulièrement tous les intellectuels, qu'ils interdiraient définitivement aux peuples et aux élites la voie du pluralisme et de la recherche, les éloignant de plus en plus de la modernité. Bien des intellectuels européens ont rompu tout récemment avec une pensée circulaire autre que l'islamisme ou l'arabisme, le marxisme dogmatique, pour que nous puissions ainsi insulter l'avenir. L'existence d'une dissidence arabe n'est pas encore arrivée à son terme. Mais une dissidence a besoin d'un minimum d'air que le despotisme absolu, prompt à la liquidation physique, ne lui concède pas. On ne sache pas que l'Occident ait su, pendant la période proprement stalinienne, percevoir la dissidence. Comme le demandait le journaliste marocain Driss el Yamazi, "il faudrait être plus attentif aux expressions démocratiques qui se font jour, notamment au Maghreb."

Sur les antennes de Radio-Soleil, comme le constate son directeur, Magid Daboussi : "Le ton était plutôt à la condamnation de l'annexion, au partage de la tristesse du peuple français qui s'inquiète du sort de gens qui ont vécu là-bas, probablement parce qu'ils aiment la culture arabe. Mais l'intervention américaine est considérée comme inacceptable." A Tahar Ben Jelloun, qui condamne sans état d'âme le tyran de Bagdad, il faut ajouter des voix comme celles d'Abdellatif Laâbi, grand poète marocain qui, tout en refusant de se ranger derrière la bannière étoilée, ne veulent pas pour autant voir en Saddam Hussein un sauveur, mais bien un criminel. Jugé à l'aune de l'aspiration démocratique, le dictateur irakien perd de son aura. Mais les peuples arabes ne sortiront de leur crise que s'ils regardent en face leur propre responsabilité à maîtriser leur destin.

Bernard Chaouat

Fonds Jaurès

Là où est la vie



Eau, énergie, propreté, bâtiment-travaux publics, communication, santé, loisirs... dans chacun de ces domaines, le Groupe Générale des Eaux met en œuvre et gère des services collectifs qui lui sont confiés le plus souvent par les communes. Il participe activement au développement de la ville et à l'amélioration de l'environnement. Il adapte la souplesse du secteur privé à l'exigence du service public.

GROUPE GENERALE DES EAUX

L A P A S S I O N D·U S E R V I C E

Fondation Jean-Jaurès

Gérard Fuchs

Spécial Golfe ... Spécial Golfe ...

Stratégie : la nouvelle donne

Seul ou presque, l'Irak semble mal parti. Mais l'enjeu n'est pas seulement militaire. De l'issue du conflit dépendra un nouvel équilibre mondial, qui se prépare. Interview du secrétaire national du PS aux questions européennes et à la sécurité.

Militairement, la suprématie américaine est-elle incontestable ?

Gérard Fuchs. Une première remarque : l'Union soviétique comme grande puissance a disparu. Nous assistons au premier conflit d'une ère où ne domine qu'une seule super puissance. Il y a un an, l'Irak n'aurait pas envahi le Koweït. Par peur d'une confrontation avec les Etats-Unis, l'URSS l'en aurait empêché.

La suprématie américaine ? Restons prudents. Sur le papier, les Etats-Unis peuvent liquider militairement l'Irak en trois semaines. La réalité est plus complexe. D'une part, les Américains n'ont pas l'habitude des combats dans le désert, d'autre part ils s'apprêtent à utiliser toute une série de matériels de haut niveau technologique jamais expérimentés. Sur le terrain, l'affrontement leur coûterait cher. D'où la prudence du président Bush jusqu'à aujourd'hui.

Le déploiement militaire US est le plus important depuis la guerre du Viêt-nam. L'armée irakienne est-elle si redoutable ?

Elle sort de huit ans de conflit armé qui l'ont considérablement endurcie. Elle dispose également d'un équipement technologique de bon niveau, "grâce" à nous en partie. Cela dit, je ne crois pas qu'il faille le regretter, nous ne pouvions pas souhaiter alors la victoire de l'Iran. Quantitativement, il est difficile de chiffrer les troupes de Saddam Hussein. Tout dépend si l'on prend en compte ou non l'armée populaire. Quoi qu'il en soit, elle reste numériquement considérable.

Le soutien militaire français est-il symbolique ou réellement opérationnel ?

C'est le second apport de forces, à égalité avec la Grande-Bretagne. Il est beaucoup plus que symbolique. Nous disposons de huit bateaux, dont un porte-avions équipé à la fois pour l'évacuation des civils et la récupération des otages mais aussi d'hélicoptères dotés des fameux missiles "Hot" anti-chars, parmi les plus performants actuellement. Ajoutez à cela les éléments d'intervention terrestres et aériens actuellement à Djibouti, dont 10 Mirages F1.

Quels sont aujourd'hui les scénarios possibles ?

Une remarque préalable : l'affrontement, quelle que soit son origine, peut se dérouler soit sous l'égide de l'ONU, soit à la seule responsabilité américaine. Militairement, la différence est faible ; politiquement, elle est considérable. Du côté américain, je vois trois scénarios.

- Une attaque ponctuelle de cibles militaires irakiennes : peu vraisemblable. Ce serait jouer trop fort politiquement, pas assez stratégiquement pour briser Saddam Hussein.
- La récupération du Koweït par une opération en tenaille : débarquement dans l'émirat et bombardement de bases en territoire irakien.
- Une attaque globale de l'Irak avec destruction systématique de tous ses objectifs stratégiques.

Un scénario est en tout cas exclu : le maintien des Irakiens au Koweït.

Que veulent vraiment les Américains, protéger l'Arabie Saoudite, libérer le Koweït ou faire tomber Saddam Hussein ?

La première raison de leur présence est de libérer le Koweït pour assurer leur propre crédibilité dans l'équilibre mondial. Mais il est certain qu'une partie des décideurs, à Washington, souhaitent faire tomber Saddam Hussein. C'est aussi le désir du gouvernement israélien. Cette liquidation pourrait venir aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur. En cas de guerre suicidaire, un soulèvement d'une partie de l'armée n'est pas exclu.

De l'Irak, trois types de chantages sont possibles.

- L'utilisation des otages. Cette première étape est déjà dépassée. Il est implicitement accepté aujourd'hui que la guerre puisse être déclenchée malgré les otages.
- Le chantage au pétrole : Saddam peut détruire durablement les champs pétroliers koweïtiens et endommager pour plusieurs mois les superstructures des puits saoudiens. On irait alors vers un déficit qui dépasserait largement les 4 millions de barils manquant chaque jour actuellement.
- Le chantage à la guerre totale : l'entrée des troupes irakiennes en Jordanie déclencherait immédiatement une riposte israélienne. Un scénario suicidaire : l'utilisation de l'arme nucléaire par Israël entraînerait le soulèvement de tout le monde arabe contre l'Occident, un conflit dont nous mettrions trente ans à sortir.

Sur le plan de l'équilibre mondial, peut-on prévoir les principales conséquences ?

L'argument qui consiste à présenter ce conflit comme un affrontement entre riches et pauvres est complètement fallacieux. Les pauvres vont en sortir plus pauvres. Il y a déjà des perdants assurés : les pays du tiers monde non pétroliers, l'Europe centrale et l'Irak. Le grand risque de ce conflit est d'apparaître comme un affrontement monde arabe-monde occidental, URSS comprise, d'où l'importance de rester sous l'égide de l'ONU et de réfléchir déjà à l'après-conflit en préparant des avancées vers une solution du conflit israélo-palestinien et une relance du dialogue Nord-Sud. Le tiers monde ne doit pas se retrouver dans une situation d'humiliation.



Propos recueillis par Patricia Jaffray

Pour Bush, un risque calculé

George Bush a hésité cinq jours avant de prendre la décision d'envoyer l'armée américaine en Arabie Saoudite, puis dans les Emirats arabes unis. Le risque militaire était grand, puisque les premières troupes débarquées se trouvaient dans une situation très vulnérable. Ce n'est qu'à partir du 26 août, quand ont débarqué les premiers chars lourds Abrams, complétant une nette supériorité aérienne et navale, que l'équilibre des forces sur le terrain a mis les forces américaines à l'abri d'une mauvaise surprise. La présence de nombreux satellites espions donne en outre aux Américains un avantage considérable sur le plan du renseignement.

Mis à part les risques militaires, tout poussait en effet le président Bush à intervenir énergiquement. Des esprits cyniques diront qu'il prépare sa réélection en 1992. Mais tout l'incitait à réagir. Les Etats-Unis ne pouvaient pas laisser l'agression irakienne contre le Koweït se dérouler sans coup férir, abandonnant les autres pays du Golfe au chantage de Saddam Hussein. Cette menace aurait jeté une ombre sur les approvisionnements en pétrole de l'ensemble du monde occidental et, en premier lieu, sur les économies de l'Europe de l'Ouest et du Japon. L'économie américaine est elle-même de plus en plus vulnérable, après des années de politique laxiste. En effet, malgré les mises en garde du président Carter, l'administration Reagan a laissé la dépendance énergétique américaine croître dans des proportions considérables.

De plus, la crédibilité de l'alliance américaine auprès des pays arabes modérés aurait été très entamée si les Américains n'avaient rien fait pour les soutenir. A l'heure où l'économie américaine faiblit, où son poids relatif dans le monde décline et où son modèle culturel fait moins recette, notamment dans les pays développés, ce n'est que dans leur force militaire que les Etats-Unis peuvent encore prétendre au leadership.

Cette force militaire n'a pas empêché le président Bush, et c'est une différence essentielle avec Reagan, de veiller attentivement à consulter l'ensemble de ses alliés, voire ses anciens ennemis, comme l'URSS, afin de consolider une alliance mondiale autour de quelques thèmes forts, tel que le respect du droit international et le principe de non-belligérance, plaçant ainsi les Etats-Unis à la tête de ce que l'on pourrait appeler "le monde civilisé". L'Irak lui a offert là un fantastique cadeau, que George Bush a su exploiter à fond.

Cette épreuve laissera des traces profondes. On peut espérer tout d'abord que la prochaine crise trouvera les Européens mieux préparés. La dernière réunion de l'UEO, actuellement présidée par la France, qui a démontré la solidarité sans faille de l'Europe de l'Ouest, tout en confirmant l'existence d'un problème allemand spécifique sur le plan militaire, permet de penser que la construction d'une Europe de la défense va pouvoir entrer dans une phase plus active.

En outre, l'intensification des relations entre les pays arabes modérés et les Etats-Unis peuvent entraîner d'importantes répercussions à moyen terme sur l'équilibre des forces régional. L'alliance israélienne pourra apparaître à la fois moins vitale, puisque les Etats-Unis pourront compter sur d'autres appuis dans la zone, et potentiellement déstabilisatrice, étant donné l'incroyable obstination du gouvernement de Tel-Aviv à refuser toute négociation sur les territoires occupés.

En même temps le soutien, inespéré dans sa dimension, que les Américains apportent au régime saoudien renforce considérablement dans ce dernier pays le camp des modernisateurs. La presse, d'ordinaire totalement muselée, a conquis un degré de plus dans la liberté lors de cette crise. L'important contingent saoudien de diplômés d'universités américaines et britanniques aura beau jeu de citer l'exemple de l'armée américaine, composée majoritairement de Noirs, de chrétiens ou de juifs, et où les femmes conduisent souvent les véhicules de transports, pour mettre en cause, au moins en partie, le poids jusqu'ici écrasant des autorités religieuses les plus conservatrices.

Axel Queval

Eléments d'abécédaire

Et quelques repères encore, pour la bonne compréhension de ce qui se passe au Moyen-Orient.

B
comme Baas
(Parti socialiste de la renaissance arabe)

Le mouvement baasiste est né au lendemain de la Seconde Guerre. Fondé en 1947 par Michel Aflak, un Syrien de religion chrétienne, il place avant toute chose le rôle de l'islam dans la constitution de l'identité et de la personnalité arabes. Toutefois, malgré cet apport, l'islam ne peut plus, dans une société caractérisée par sa diversité religieuse, représenter un facteur d'unité. C'est la raison pour laquelle le Baas se veut laïc et insiste sur le nationalisme, seule notion apte à réunir tous les Arabes, quelle que soit leur religion. Car la nation arabe est une, fondée sur la langue, l'histoire et la race et non 22 pays indépendants et divisés.

En 1957, le Baas est un des principaux artisans de l'union syro-égyptienne. La fondation de la République arabe unie (1958-1961) apparaissait comme la première étape possible d'un rassemblement. La fédération avec l'Irak, qui devait suivre, ne verra pas le jour.

Le parti Baas est au pouvoir à Damas depuis 1963, et à Bagdad depuis 1968. En janvier 1979, le maréchal Al-Bakr échouait dans une nouvelle tentative d'unification de l'Irak et de la Syrie. Six mois plus tard, Saddam Hussein l'écartait du pouvoir. Depuis lors, Saddam Hussein à Bagdad et Hafez el Assad à Damas revendiquent chacun le premier rang dans la famille baasiste et sont devenus des frères ennemis.

Mais la signature par l'Egypte des accords de Camp David avec Israël, en 1978, n'a-t-elle pas sonné le glas du nationalisme arabe unitaire ?

comme baril

Un baril équivaut à 159 litres. Une tonne de brut est en moyenne égale à 7,3 barils. Une production de 1 baril par jour correspond à 50 tonnes par an.

comme "Bouclier du désert"

C'est le nom de code du déploiement militaire américain dans le Golfe. 100.000 hommes (bientôt), 40 bâtiments de l'US Navy, 470 avions : le tout coûte -en frais supplémentaires provoqués par l'opération, c'est-à-dire hors fonctionnement normal- 22,5 millions de dollars (120 millions de francs) par jour. 100.000 réservistes mis en action coûteraient 8 millions de dollars par jour. L'envoi de 150 chasseurs F 15 a demandé une fortune : 9,5 millions de dollars.



▲ *18 litres d'eau par jour, même avec un masque à gaz.*

E
comme embargo

L'embargo est l'application sans intervention militaire de mesures de boycottage contre un pays, et l'interdiction d'exporter certaines marchandises, notamment des armes et des munitions.

Le blocus est, selon le droit international, un mode d'hostilité propre à la guerre sur mer : un pays déclare l'interdiction de communications, par entrée ou par sortie, entre la haute mer et le littoral ennemi, interdiction sanctionnée par l'arrestation et la capture de navires qui y contreviennent.

G
comme guerre Iran-Irak

De 1980 à 1988, ce fut le plus meurtrier des conflits régionaux.

Lorsqu'il lance ses troupes à l'assaut d'un pays quatre fois plus étendu et trois fois plus peuplé que le sien, Saddam Hussein possède une armée puissante et équipée par l'URSS et la France et dispose de 35 milliards de dollars de réserves financières. Huit ans plus tard, 500.000 Irakiens auront trouvé la mort et l'Irak aura une dette internationale de 75 milliards de dollars. En Iran, l'intransigeance et le refus de l'imam Khomeiny finiront par céder, la maladie et Rafsandjani aidant. 800.000 Iraniens ont été tués sur le front.

La guerre Iran-Irak, c'est l'entêtement jusqu'à la mort de deux régimes, l'enrôlement des femmes et des enfants, les bombardements chimiques de l'aviation irakienne, les pèlerins morts de La Mecque, la guerre des villes, les 70.000 morts de la bataille de Bassorah, les marais du Chatt al-Arab et -seulement après bien d'autres horreurs- le prétexte du conflit frontalier.

C'est aussi le regard narquois des pays voisins des deux belligérants, pas mécontents de leur assaut suicidaire. Et l'attitude de la communauté internationale qui aurait été patiemment attentiste, n'eût été la guerre du pétrole.

I
comme Irak

438.317 km2, 18 millions d'habitants (dont 79% d'Arabes et 16% de Kurdes). L'islam est religion d'Etat (55% de chiites). République depuis 1958. La Constitution stipule que le peuple irakien est composé de deux nationalités, arabe et kurde. Saddam est président après avoir écarté, en 1979, le maréchal al-Bakr, qu'il avait aidé dans le coup d'Etat de 1968. L'Assemblée nationale (73% de députés du parti Baas) a moins de pouvoirs que le Conseil de commandement de la Révolution.

Le pétrole est la principale ressource. Avec 130 millions de tonnes par an, l'Irak est le deuxième pays producteur du monde (après l'Arabie Saoudite), et possède 11% des réserves mondiales. Mais la guerre contre l'Iran et le gigantesque effort d'armement lancé par Bagdad depuis dix ans valent à l'Irak une énorme dette internationale : 75 milliards de dollars.

Les plus anciennes civilisations de l'Orient se sont épanouies en Mésopotamie (littéralement "le pays entre les fleuves"), sur le bassin du Tigre et de l'Euphrate : Sumer, Babylone, Assyrie. Après la conquête arabe et l'âge d'or des califes abbassides (fondation de Bagdad en 762), les invasions mongoles plongèrent l'Irak dans une longue période de régression. Le pays resta ensuite à l'abandon sous la domination ottomane, du XVe siècle à 1914, date de la prise de contrôle britannique. Le trône que Londres avait installé à Bagdad en 1920 s'effondra dans le sang en 1958 (général Kassem), date du premier coup d'Etat d'une série qui conduisit à celui de 1979.

K
comme Kurdes

Un des peuples qui n'a cessé d'être dans l'adversité et de lutter contre l'oppression. 20 millions de personnes habitent cette région appelée Kurdistan, mais qui ne forme pas un Etat malgré leur lutte séculaire. Le Kurdistan est à cheval sur cinq pays : Syrie, URSS, et surtout Iran, Irak et Turquie. C'est principalement en Irak que la survie même de ce peuple est menacée. On a vu que Saddam Hussein, signataire de la convention internationale sur l'emploi des armes chimiques, n'a pas hésité, en mars 1988, à les utiliser contre les Kurdes : on ne sait pas exactement s'il faut compter les victimes (y compris les femmes et les enfants), par milliers ou par dizaines de milliers.

comme Koweït

17.820 km2, 1.955.000 hab. (musulmans sunnites à 70%). Monarchie héréditaire. Le parlement, élu depuis 1961, a été dissous par l'émir Jaber al-Ahmed al-Sabah, en mai 1986. L'opposition réclame son rétablissement.

Le Koweït dépend essentiellement de ses revenus pétroliers (75 millions de tonnes par an), qui lui assurent un revenu annuel de 13.400 dollars par habitant et le classent parmi les pays les plus riches du monde. De surcroît, ses avoirs extérieurs considérables -90 milliards de dollars- lui rapportent autant et, certaines années, davantage que ses recettes pétrolières.

Habité dès le 3e millénaire avant notre ère, Koweït servit de point de départ à la conquête de la Perse par les musulmans et de port de transit pour les pèlerinages vers La Mecque. De tous temps, Koweït vécut du commerce, de la pêche et des perles et, en 1756, passa sous la dynastie des Sabah, qui règne encore. Le protectorat britannique de 1899 prit fin le 19 juin 1961.

Six jours après la proclamation de son indépendance, le général Kassem, chef d'Etat irakien, tentait déjà d'annexer le Koweït. La tentative fut repoussée grâce à l'appui du Royaume-Uni et de la Ligue arabe.

Immer allein

Kurt Waldheim (hélas président autrichien) souffrait de la quarantaine que lui imposait la communauté internationale suite aux révélations concernant son trouble passé.

Aussi pensa-t-il redorer son blason en se rendant chez Saddam Hussein afin de ramener avec lui 95 "invités" autrichiens se trouvant encore en Irak. Si la rue applaudit, les ministres viennois ne cachent pas leur désarroi. Et le quotidien ouest-allemand "Süddeutsche Zeitung" titrait pour l'occasion : "une crapulerie réussie".

J.R.

...Spécial Golfe...



L comme lieux saints

Les trois principales villes saintes de l'islam sont, par ordre d'importance, La Mecque, Médine et Jérusalem. Jérusalem, en Palestine, alimente régulièrement le conflit israélo-arabe. Mais, haut lieu des trois religions du Livre, elle a souvent, dans le passé, alimenté les conflits entre musulmans et chrétiens. La Mecque et Médine se trouvent en Arabie Saoudite. La "quibla" (direction pour la prière) se fait suivant l'orientation de La Mecque. Le pèlerinage (hadj) à La Mecque, au moins une fois dans sa vie, fait partie des cinq observations rituelles, les "piliers" de la croyance, que doit observer tout bon musulman. La ville a été le théâtre de divers incidents sanglants dus à l'extrême concentration de population ou fomentés par des pèlerins iraniens et qui ont entraîné la rupture des relations diplomatiques entre Ryad et Téhéran. La présence près des lieux saints d'Arabie Saoudite de troupes étrangères américaines en terre d'islam (dar al islam) est un sacrilège pour de nombreux musulmans. Le "laïque" Saddam Hussein n'a pas manqué de l'exploiter.

comme Ligue arabe

21 pays membres : Arabie Saoudite, Egypte, Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Yémen (1945) , Lybie (1953) ; Soudan (1956) ; Maroc, Tunisie (1958) ; Koweït (1961) ; Algérie (1962) ; Bahreïn ; Emirats arabes unis, Oman, Qatar (1971) ; Mauritanie (1973) ; Somalie (1974) ; OLP (Palestine) (1976) ; Djibouti (1977).

Le siège statutaire de la Ligue arabe est au Caire. Il a été transféré à Tunis en 1979, après que l'Egypte eut signé les accords de Camp David.

La Ligue arabe, qui se fixe comme but de coordonner la politique et les activités des Etats arabes n'est pratiquement jamais parvenue à un accord général sur les questions les plus graves. Et même, certains textes parmi les plus importants sont restés lettre morte, comme celui sur la sécurité collective, qui n'a jamais joué lors des guerres israélo-arabes de 1956, 1967 et 1973.

L'avenir dira si la réunion du sommet du Caire (10 août) n'a pas signé l'éclatement de la Ligue. L'organisation s'est montrée incapable d'élaborer une stratégie commune pour résoudre le conflit irako-koweïtien dans le cadre arabe. Chaque pays se déterminant, en fin de compte, suivant ses intérêts, et les risques qu'il encourt, la Ligue a même cautionné la présence étrangère dans le Golfe pour contenir l'Irak. Sur vingt pays présents (absence de la Tunisie), douze ont voté une résolution qui condamne l'agression de l'Irak, demande le retrait de ses troupes du Koweït et soutient les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies (Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Oman, Qatar, Koweït, Egypte, Syrie, Maroc, Liban, Somalie, Djibouti). Ont voté contre : l'Irak, la Lybie et l'OLP ; se sont abstenus : l'Algérie et le Yémen ; ont émis des réserves : la Jordanie, la Mauritanie et le Soudan.

O comme OPEP

Fondée le 14 septembre 1960 à Bagdad, elle groupe les grands pays producteurs de pétrole du tiers monde. 13 membres : Arabie Saoudite, Irak, Iran, Koweït, Venezuela (1960), Indonésie, Lybie (juin 1962), Abu Dhabi (novembre 1967), Algérie (juillet 1969), Nigéria (juillet 1971), Equateur (novembre 1973), Gabon (juin 1975). En 1988, les pays membres de l'OPEP ont produit 1.028.600 tonnes de brut (production mondiale : 3.030.600 tonnes).

Le sous-sol des pays membres de l'OPEP recèle 104 milliards de tonnes de réserves prouvées (monde entier : 136 milliards), soit plus de 76% du total.

comme ONU

On n'a pas fini d'en parler ni d'en tirer la leçon. A la faveur de cette crise, l'ONU sera-t-elle parvenue, enfin, à tenir le rôle que, depuis quarante-cinq ans, on désespérait de lui voir jouer : celui de gardien de l'ordre international ?

Pour la première fois, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont adopté une position commune à propos d'une crise grave. Et, pour la première fois également, le Conseil de sécurité a adopté, sans vote contraire, une série de cinq textes.

Résolution 660 : condamne l'invasion du Koweït et demande le retrait immédiat des troupes irakiennes. (Le 2 août, par 14 voix contre 0, le Yémen ne prenant pas part au vote.)

Résolution 661 : décide le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak. (Le 6 août, par 13 voix contre 0 et 2 abstentions, Cuba et le Yémen.)

Résolution 662 : déclare "nulle et non avenue" l'annexion du Koweït par l'Irak. (Le 9 août, à l'unanimité des 15 pays membres).

Résolution 663 : demande que Bagdad "autorise et facilite" le départ d'Irak et du Koweït des "nationaux des pays tiers". (Le 18 août, à l'unanimité.)

Résolution 665 : autorise le recours à la force pour faire respecter l'embargo contre l'Irak. (Le 25 août par 13 voix contre 0 et 2 abstentions, Cuba et le Yémen.)

comme opinions

Comment, à travers le monde, les opinions ont-elles réagi à la crise ? Peu d'éléments encore permettent de le dire.

En faveur de l'Irak, ou plus exactement de Saddam Hussein, on a vu un certain nombre de manifestations dans différents pays arabes. Quelques-unes rassemblaient plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais on n'a pas assisté, il s'en faut de beaucoup, à l'embrasement du monde arabe. Lorsque Saddam Hussein a appelé à la libération des lieux saints, son zèle a même paru bien trop soudain à de nombreux musulmans.

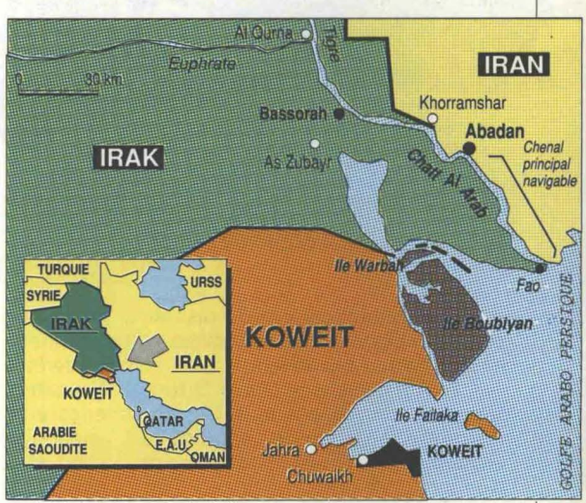
Dans le camp opposé à l'Irak, deux mesures au moins ont été faites.

L'opinion américaine, à en croire le sondage publié par "Newsweek", est à la fois prudente et déterminée. 80% des Américains sont hostiles à une action militaire contre l'Irak dans l'immédiat, et préfèrent attendre de voir si les sanctions économiques et les efforts diplomatiques sont efficaces. Mais si un conflit armé éclate, 57% des Américains pensent que le président Bush devrait ordonner des attaques contre les positions irakiennes, même si Saddam Hussein se sert des otages américains comme bouclier humain. 43% des Américains sont favorables à la liquidation physique de Saddam Husssein (contre 34% il y a deux semaines). Enfin, 68% des Américains estiment que le président Bush devrait prêter plus d'attention à un règlement de la crise par la diplomatie.

En France (sondage Sofres-Figaro-RTL), 51% des Français pensent que la crise actuelle aura des effets durables et profonds. La même proportion (51% contre 42% qui y seraient hostiles), souhaiterait la participation de la France à une éventuelle opération militaire contre l'Irak. Et à la date du sondage -24 août- 48% des Français croyaient à une solution diplomatique.

A travers ces sondages, nos compatriotes exprimaient des opinions assez tranchées dans un sens ou dans l'autre : le pourcentage des "sans opinion" était, dans cette enquête, généralement à moins de 10%, donc très inférieur à la moyenne et l'adhésion à la politique gouvernementale largement partagée.

W comme Warbah



AFP *infographie - francis Nallier*

▲ *Warbah et Boubiyan, verrou du Chatt al-Arab*

Warbah et Boubiyan sont deux îles koweïtiennes, situées au débouché du Chatt al-Arab, dans le golfe Persique. Très inhospitalières, elles ont une valeur stratégique considérable :

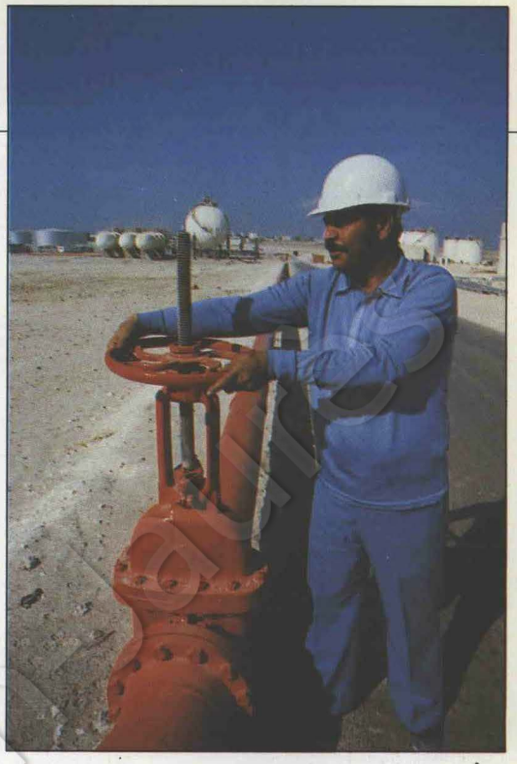
- elles contrôlent l'unique accès de l'Irak à la mer, qui est réduit, jusqu'à la frontière avec l'Iran, à une bande de littoral d'une trentaine de kilomètres ;
- elles déterminent le tracé des eaux territoriales dans le Golfe et des zones de prospection pétrolière sous-marines.

A nos lecteurs adhérents du Parti socialiste

Depuis la fondation de "Vendredi", tous les adhérents reçoivent individuellement notre journal. Mais vous avez été nombreux à nous signaler qu'ainsi, nous envoyions parfois 2, voire 3 numéros dans une même famille et que... la chasse au "gaspi" pouvait commencer là.
Dont acte.
A compter de la semaine prochaine, donc, un seul service sera assuré par foyer. N'y voyez aucune volonté d'exclusion, vous serez tous logés à la même enseigne.
Mais bien sûr, nous sommes prêts à appliquer cette règle avec souplesse : si vous souhaitez expressément recevoir "Vendredi" à votre nom, téléphonez-nous ou écrivez-nous.

(Contact : service abonnements - Marie-Reine Jost - 45.56.78.53)

Pétrole, l'onde de choc



C'est le 26 juillet à Genève que, peut-être, tout a commencé. Ce jour-là, les treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (l'OPEP) se réunissent pour fixer le "prix de référence" du baril de pétrole brut. Appuyé par l'Iran et la Lybie, l'Irak impose un relèvement de 18 à 21 dollars le baril. La hausse est faible, mais elle est la première depuis 1986.

Pour Bagdad, c'est une catastrophe. Le pays, ruiné par dix ans de guerre contre l'Iran, doit faire face à une dette supérieure à 70 milliards de dollars. Mais il a tellement accumulé les impayés que la plupart de ses créanciers lui ont coupé les vivres. Saddam Hussein a lancé un vigoureux programme de développement, quoique la manne pétrolière suffise à peine à financer les dépenses courantes. Ce ne sont donc pas les trois dollars de plus qui pourront résorber l'endettement du pays et financer son développement. Or, l'Arabie Saoudite, le Koweït et les émirats arabes ont déjà prévenu : pas question d'augmenter davantage les prix.

Si l'Irak veut s'en sortir, il n'a donc plus d'autre choix que la fuite en avant par un coup de force. En mettant la main sur le Koweït, il ne pense pas seulement s'adjuger ses 1,5 millions de barils/jour qui viendraient s'ajouter à ses 3,14 propres. Contrôlant dorénavant le cinquième des réserves, il peut ainsi espérer dicter sa loi au sein de l'OPEP et la forcer à se jeter dans une escalade des prix.



Que le prix du pétrole s'oriente à la hausse, tout le monde s'y attend, avant même les premiers bruits de botte du Moyen-Orient : il est notoirement sous-évalué depuis 1986. Pour une raison simple : payé en dollars, il suit ses fluctuations. Or, la monnaie américaine est à un de ses plus bas niveaux historiques : le 1er août, un dollar vaut 5,33 F alors qu'en février 1985, il représentait 10,50 F.

Pour les pays pétroliers, membres ou non de l'OPEP, le manque à gagner est considérable : si le dollar avait conservé sa cote de 1986, le baril serait aujourd'hui de 22,70 dollars, plus cher que les 21 arrachés par l'Irak en juillet. Compte tenu de l'inflation et des taux du change, sa valeur réelle est équivalente à ce qu'elle était avant 1973, lors du premier choc pétrolier. Le quadruplement des prix à ce moment-là et leur doublement après le deuxième choc, en 1979, ont bel et bien été épongés...

Comme en 1973 ?

Est-ce à dire que les mêmes causes vont reproduire les mêmes effets ? Ce n'est pas certain. Pour plusieurs raisons. D'abord parce que l'OPEP ne contrôle plus que 47% environ de la production mondiale, hors URSS. La montée en puissance du pétrole de la mer du Nord n'en est pas seule responsable : on compte aujourd'hui une soixantaine de pays producteurs, deux fois plus qu'il y a dix ans. Dans le même temps, les pays consommateurs ont limité leur dépendance par rapport au pétrole grâce aux économies et à la substitution d'autres sources d'énergie : en 1990, la production d'un même bien nécessite 28% d'énergie en moins qu'en 1973. Partout, aussi, on a accumulé les stocks pour se garantir contre une mauvaise surprise.

L'heure n'est donc pas à la crainte d'une pénurie de pétrole. Sauf si la crise venait à durer, le pétrole demeurerait abondant et certains pays producteurs, comme l'Arabie Saoudite, le Venezuéla et d'autres ont d'ores et déjà annoncé leur intention de gonfler leur production. Dès le début de cette semaine, d'ailleurs, les prix s'orientaient à la baisse.

En revanche, les risques de dérapage des prix, eux, sont bien réels. Ils ont déjà dépassé les trente dollars le baril, soit une augmentation de 50% depuis la fin de juillet. Le prix fixé par l'OPEP, qu'il soit faible ou élevé, n'est plus le vrai prix auquel on achète le baril.

Une redistribution des cartes ?

Le renchérissement du prix du pétrole va très vite faire des victimes s'il n'est pas stoppé rapidement.

En Afrique, lourde sera la facture. Si des pays comme le Nigéria, l'Angola, mais aussi le Gabon, le Congo ou le Cameroun peuvent profiter un temps d'un surplus de ressources grâce à leurs exportations d'or noir, la majorité des Etats africains vont avoir une note énergétique en forte hausse, leurs industries étant très gourmandes en pétrole. Ils vont dépendre toujours plus de l'aide extérieure alors qu'ils n'arrivent déjà pas à rembourser leurs dettes...

En Amérique latine, le clivage est le même. Le Mexique et le Venezuela, gros exportateurs, trouvent là une manne inespérée qui leur offrira peut-être davantage de chances de sortir du marasme, mais gare aux désillusions si les Etats-Unis se replient sur eux-mêmes pour faire face à une crise et achètent moins leurs autres matières premières ! Comme pour l'Afrique, si les taux d'intérêt se tendent à la hausse, le remboursement de leurs dettes deviendra encore plus onéreux. Le Brésil, qui importait près du tiers de son pétrole d'Irak et du Koweït, va devoir le payer plus cher, ce qui risque de faire capoter le programme de redressement économique lancé au printemps.

Le Japon qui importe 90% de ses besoins en énergie est vulnérable : dès les premiers jours du conflit, le gouvernement a adopté un plan d'économies drastique mais le pays a tellement démontré ses facultés d'adaptation que sa croissance, même si elle doit être réduite, continuera quand même à être confortable.

En Europe de l'Est, la Russie, premier producteur mondial et gros exportateur, va voir ses rentrées en devises fortes s'améliorer notablement : toutefois, elle ne profitera pas de la situation comme elle l'aurait pu car il semble bien qu'elle rencontre actuellement de grandes difficultés dans sa production.

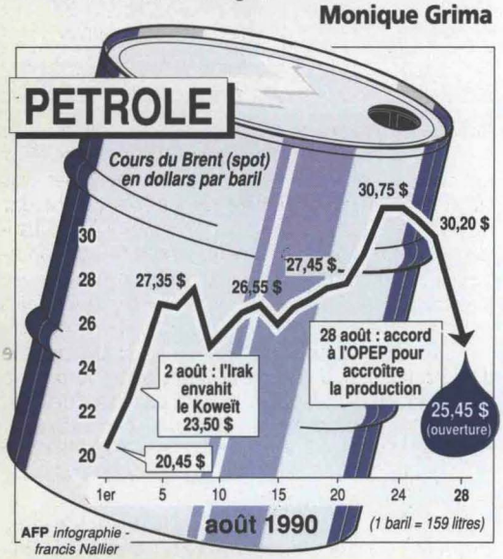
Les autres pays de l'Europe de l'Est savaient déjà depuis quelques mois qu'ils paieraient le pétrole soviétique non plus en roubles mais, à partir de janvier, au cours mondial et en dollars : en outre, ils en auront moins, l'URSS diminuant ses livraisons en volume. Cherchant de nouvelles sources d'approvisionnement, plusieurs s'étaient tournés vers l'Irak qui, leur devant de l'argent, avait accepté de leur livrer du brut en échange de l'extinction de sa dette. Tout est donc à recommencer, avec une facture encore alourdie par l'envolée actuelle des cours du brut. Or, comme les pays en voie de développement, ils ont des industries dévoreuses d'énergie...

Parmi les pays occidentaux aussi, il en est qui sourient et d'autres qui font la grimace. Parmi les premiers, la Norvège et la Grande-Bretagne, grâce au pétrole de la mer du Nord. La France et l'Allemagne, qui produisent la moitié de leur énergie, devraient s'en sortir par un simple ralentissement de leur croissance tandis que l'Espagne et l'Italie, plus dépendantes, seraient plus touchées.

Encore une fois, beaucoup dépendra de la façon dont les Etats-Unis affronteront la crise. Ils consomment à eux seuls le quart des produits énergétiques mondiaux. Ils sont, certes, gros producteurs, mais aussi gros importateurs : ils n'ont même jamais autant importé de pétrole que depuis quelques mois. Or, l'économie américaine bat de l'aile après sept années de croissance. Mais certains puits US, fermés, commenceraient à redevenir rentables avec un brut valant plus de 25 dollars.

Celui-ci est déterminé par la confrontation de l'offre et de la demande. Le marché détermine les cours dans la quasi-totalité des cas et même les membres les plus durs de l'OPEP s'y soumettent : une cargaison, d'où qu'elle vienne, est vendue au plus offrant. C'est ainsi que le Japon, tributaire du pétrole à 90% et en particulier de l'irakien et du koweïtien à 12%, a d'ores et déjà accepté que l'Iran lui vende le sien 8,8 dollars de plus en septembre qu'en août. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, chacun essayant de s'en sortir comme il peut. Et, de jour en jour, le pétrole renchérit avec la multiplicité de ces petites décisions qui s'ajoutent les unes aux autres et font les grandes hausses. Tant que le dollar est faible, les économies occidentales n'ont pas trop à craindre si la hausse du brut se tient dans des limites encore raisonnables. A priori, les risques ne paraissent pas très grands, la monnaie américaine devant rester encore longtemps à la baisse à cause de la mauvaise santé de l'économie US. Mais si le dollar s'envole, attention aux dégâts !

Monique Grima



Et la France ?

A quelque chose malheur est bon. Ayant subi de plein fouet deux chocs pétroliers, la France est aujourd'hui moins dépendante du pétrole : il ne représente plus que 42,8% de sa consommation contre 59,5% en 1979, alors que le nucléaire intervient pour 28,76%.

On mesure les progrès réalisés en la matière grâce aux économies d'énergie et au remplacement du pétrole par d'autres sources quand on considère à part les besoins de l'industrie et de la sidérurgie : depuis 1973, le pétrole est passé de 50 à 15%, l'électricité de 36 à 50%, le gaz de 8 à 18,5% et les combustibles minéraux solides (dont le charbon) de 6 à 17,5%. Restent encore très tributaires du pétrole : la chimie et le secteur des matières plastiques, les industries agro-alimentaires, les cimenteries et les industries du papier. Hors industrie, ce sont les transports qui raflent à eux seuls la moitié du pétrole consommé en France.

Cette moindre dépendance ne signifie pas pour autant que nous puissions rester indifférents devant la hausse actuelle des cours. Le groupe d'experts réunis autour de Lionel Stoléru présentera l'addition à la fin du mois de septembre mais, déjà, Pierre Bérégovoy a annoncé que notre facture énergétique serait alourdie d'une vingtaine de milliards de francs si le prix se stabilisait autour de 25 dollars le baril et que le taux de croissance était proche de 3% en 1990 et 1991. Pour préserver la croissance et éviter tout retour à l'inflation, le ministre de l'Economie et des finances veut donner la priorité à l'investissement productif et à la maîtrise de la demande publique et privée.

François Périgot, le président du CNPF, plaide aussitôt en faveur des entreprises pour qu'elles ne soient pas les seules à supporter l'augmentation des coûts, comme cela avait été le cas en 1973 et en 1979. Et s'attire non moins aussitôt une volée de bois vert des syndicats, pas décidés du tout à rabattre leurs revendications salariales. Devant l'Assemblée, lundi, Michel Rocard a prévenu : en plus du blocage du prix de l'essence, le gouvernement n'hésitera pas à prendre "d'autres mesures difficiles" pour faire face à l'alourdissement de la facture pétrolière et à une reprise de l'inflation.

Courrier



Bien entendu, et malgré l'interruption de la parution de "Vendredi", vous avez été nombreux à exprimer votre opinion, dès le déclenchement de la crise du Golfe. A commencer par ce lecteur de Bagdad qui témoigne.

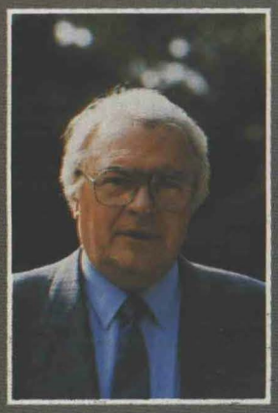
Minuit, le 4 septembre 1989, arrivée à Bagdad : 41° C. Quelle surprise ! Bagdad est une ville moderne traversée d'autoroutes et plantée d'immeubles neufs. Il cherche une maison. Avant de s'installer, il attend l'autorisation de la sécurité irakienne : pourquoi ? Il ne sait pas. Il s'apercevra plus tard que l'on ne sait jamais, à Bagdad.
Il achète aussi un véhicule, climatisé bien entendu. Mais quelle galère pour l'immatriculer : il faut se rendre en Jordanie et entrer à nouveau en Irak avec ce véhicule. Il côtoie beaucoup d'Irakiens très accueillants. Mais que font-ils ? qui sont-ils ? sont-ils bien en Irak ? Il ne le saura pas.
Tous les matins, un petit bonjour aux gardes militaires armés d'une mitraillette qui stationnent devant l'école et le centre culturel. Il s'habitue et finit par trouver cela normal. Ils nous protègent, disent-ils.
Il court un peu partout pour trouver de la nourriture et, bien sûr, étant Occidental, paie plus cher que les autres. Mais au bout de quelques mois, les pénuries disparaissent et tout devient normal.
Mais qui sont ces gens qui circulent toute la journée dans des "Mercedes" vertes ? La sécurité, bien sûr. Attention, lui dit-on, il ne faut pas être curieux, et surtout ne pas parler. Ah bon !
- Tiens, demande-t-il, mais les films du centre sont coupés, certains livres ne peuvent être mis en bibliothèque...
- Censure oblige, monsieur l'ahuri.
Peu à peu, il connaît le milieu français de Bagdad. Peu nombreux : 450 personnes environ. Tout le monde n'a pas le même statut. Certains sortent du pays quand ils veulent, mais d'autres doivent demander un exit-visa, qui est quelquefois long à venir.
Juillet 1990, il s'envole vers la France avec un tas de projets pour la rentrée. Il y est toujours et pense à ses copains restés à Bagdad. A propos, bonjour Thierry, j'espère bien te revoir.
J.-L. R., Paris, le 28 août 1990

Les Français n'approuvent pas les méthodes de Saddam Hussein, mais désapprouvent les méthodes américaines. Cela fait éclater du même coup toute l'injustice de la communauté internationale qui tolère qu'Israël envahisse le Liban, bombarde sa capitale, occupe encore des territoires du Liban, de Syrie et de Jordanie, fasse subir une répression sauvage en Palestine, et déclare ouvertement qu'il n'abandonnera pas ces territoires.
Est-ce que ce petit émirat du Koweït aurait plus d'importance pour le droit que les pays dont Israël a annexé une partie des territoires ? Il est vrai que le Koweït, c'est le pétrole, les émirs...
Devant ces injustices, nous pensons que le Parti doit élever la voix et condamner des actions qui ne peuvent que conduire à la guerre.
Il faut faire entendre raison au va-t-en-guerre George Bush.
A. Fatoux - Tours (37)

Dans les circonstances graves que nous traversons, les citoyens français attachés aux valeurs qui sont celles du Parti socialiste peuvent être préoccupés à plusieurs titres.
Les matamores de tout type, de Juppé à Pasqua et de Fillon à Baumel, peuvent traiter de "lâches" et de "munichois" ceux qui croient toujours (sans avoir les mêmes motivations que Le Pen) aux espoirs de paix et aux possibilités de négociation -comme s'il n'y avait pas plus de courage à résister aux facilités de la lutte avec le sang des autres (des jeunes) qu'à s'aligner (proposition curieuse de la part des "gaullistes") sur l'excitation guerrière des gendarmes US ; comme s'il y avait le moindre trait commun entre la situation de 1938 et celle d'aujourd'hui.
Ne peut-on enfin avoir le courage de remettre à leur place ces "journalistes" qui confondent "liberté de la presse" avec bavardage malveillant, irresponsable, et très dangereux dans la mesure où il a sur l'opinion une énorme influence ? Ne peut-on dénoncer la malhonnêteté qu'il y a eu, de la part de ces champions de "l'information", à n'offrir de la conférence de presse du président de la République que quelques phrases résumées arbitrairement par la formule : "logique de guerre", alors que, si on lit ses propos dans leur intégralité, le contenu et la tonalité en sont tout différents, voire opposés ?
On attend des autorités gouvernementales et de celles du PS une attitude plus audacieuse pour affirmer d'autres positions que celles des va-t-en-guerre, des initiatives originales ne se réduisant pas à un alignement sur un prétendu consensus ou sur une (totale) solidarité, non obligée en un tel cas, avec nos alliés américains. Etions-nous solidaires d'eux lorsqu'ils ont envahi la Grenade ou procédé à la honteuse expédition panaméenne ?
Lucien Mercier - Paris

A son retour des pays du Maghreb, Pierre Mauroy évoquait le sentiment de fierté blessée ressenti par ses interlocuteurs arabes, choqués de voir le déploiement des forces américaines à la suite de l'annexion du Koweït par l'Irak alors que rien de tel ne s'était produit quand Israël ignorait, dans le passé, les décisions de l'ONU.
J'observe que ces décisions, prises alors que l'antagonisme sovieto-américain était à son paroxysme (quand les Américains disaient "blanc", il fallait absolument que, pour se démarquer, les Soviétiques disent "noir") n'avaient pas la même portée que celle prise à l'unanimité du Conseil de sécurité (avec l'accord de l'URSS et de la Chine, amis traditionnels des Arabes) pour condamner l'invasion irakienne.
Fierté des Arabes, vous a-t-on dit, mais sur quoi se fonde cette fierté ?
Sur le fait d'être, depuis des siècles, le peuple le plus belliqueux de la terre ?
Sur le fait de mépriser, sans vergogne, la dignité humaine en utilisant quotidiennement les pratiques les plus barbares (mains coupées, pendaisons en série, emploi d'armes chimiques etc.), en asservissant les femmes dont le rôle doit se limiter à procréer sans répit, en conditionnant les enfants à la haine du Juif dès leur plus jeune âge ?
Sur leur contribution au progrès de l'humanité ? (Combien de chercheurs ? de savants ? de prix Nobel ?)
Humiliation des arabes, ajoute-t-on ? Mais pense-t-on à celle des Juifs qui, depuis des années, sont chaque jour mis au ban des nations par des foules vociférantes qui appellent à leur mort et des médias complaisants répercutant ces appel ? Il suffit qu'un verre tombe en Israël pour que le bruit de sa chute soit, sur le champ, répercuté dans le monde entier alors que l'ensemble de la population juive du globe ne dépasse pas celle d'une seule capitale arabe.
G. Benhamou - Grenoble (38)

Pierre Mauroy est revenu de ses missions en Afrique du Nord avec le sentiment que les Arabes pensaient être victimes de "deux poids, deux mesures." Ont-ils tort ? N'y-a-t-il pas deux sortes de décisions de l'ONU, celles que l'on doit appliquer immédiatement, c'est-à-dire celles qui visent les Etats arabes, et celles que l'on peut retarder ou ne pas appliquer, qui touchent Israël ?
La France va-t-elle se joindre à l'hystérie collective qui pousse à la guerre ?
Qu'on ne parle pas de Munich ! Hitler n'offrait rien à négocier. Au Proche-Orient, il y a des possibilités de discussion. Que Saddam Hussein soit un sanglant dictateur (bien utile pour contrer Khomeiny) ne retire rien au fait que sa proposition : "tout le monde évacue", soit une base sérieuse, la seule, pour régler définitivement le problème du Proche-Orient.
La France va-t-elle laisser passer l'occasion de tenter d'asseoir la paix et d'éviter des hostilités qui risquent, avec les armes chimiques et nucléaires, de faire des milliers de victimes -voir Newsweek du 20 août 1990- et de ruiner notre influence et nos intérêts en Afrique musulmane ?
Il n'est pas trop tard, mais le temps presse...
Georges Idier - Chavanoz (38)



EN DIRECT AVEC PIERRE MAUROY

Mardi 4 septembre de 18 h à 20 h
sur Minitel 3614 code PS

3614 code PS

Toutes vos questions sur la situation dans le Golfe

Coll. Fondation Jean-Jaurès